

LE PEUPLE BRETON

5^f

Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

LA DEUXIÈME
LUTTE
DU « JOINT FRANÇAIS »

NUMÉRO 198
5 JUIN-3 JUILLET 80



PAYSANS:

LA CRISE

Yvon Boëlle-Sellit

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

*Faites
confiance à...*



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

**Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)**

**Bar
«Le Vieux Logis»**

8, rue J.-L. Rolland
29220 LANDERNEAU
Tél. 85.12.25



AR BED KELTIEK

2, rue du Roi Gradlon
KEMPER

Presses et livres bretons
DISQUES ET ARTISANAT CELTIQUE
Gweltaz ar Fur
Tél. 95.42.82



Breizh Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin
1, rue Inkerman - 29200 BREST

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

**LIBERTY
BAR-SNACK**

CONSOMMATIONS DE 1^{er} CHOIX
Musique tous les soirs

Téléphone (99)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

**LA PÊCHE
EN BRETAGNE**

**Des propositions
un programme
chiffré**

Une brochure de l'U.D.B.
7F+1,30 envoi à
UDB-BP 304-29273 BREST CEDEX

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

IMAGINATION

La rédaction mensuelle de ce petit billet réclame quelque imagination. Moins quand même que les explications filandreuses que, chaque mois également, et à peu près à la même date, le ministre Monory fournit à la presse à propos de l'indice du coût de la vie...

Ne comptez donc pas sur nous pour vous dire que si vous trouvez ce journal mauvais, les autres sont encore pires ; ou alors qu'on tâchera de faire mieux la prochaine fois et qu'on voit des signes encourageants pour la fin de l'année. Ou encore que c'est la faute des fabricants de papier et des pays producteurs d'encre...

Simplement l'équipe de rédaction de ce journal, qui se sent encouragée par la longueur de cette liste de souscription, compte que vous ferez encore mieux le mois prochain... C'est ainsi que le « P.B. » progresse !

1^{ère} liste

J.P. Quelvennec, Brasparz	20,00
Mme Goiran, Toulouse (31)	20,00
Jean Louis M., Montrouge (92)	20,00
Yann G., St Hermin	30,00
Evelyn Le G., Clohars Carnoët	20,00
F. Le Mansec, Orvault	30,00

P. et I. Simon Barouh, Rennes	50,00
Christian K., Nantes	10,00
P. Scarnière, La Baule	50,00
Thierry S., St Guénolé	20,00
P. Macé, Asnières (92)	20,00
G. Cloarec, Guipavas	20,00
D. Challos, Brest	20,00
J.J. Hetet, Paris (75)	200,00
P. Bochereau, Grenoble (38)	50,00
B. Jolois, Gambais (78)	50,00
J.P. M., Charnes (88)	150,00
Thierry C., Rennes	20,00
D. Créac'h, Clohars Carnoët	50,00
Michel B., Vincennes (94)	20,00
Michèle S., Massy (91)	20,00
R. Henaff, Plurien	20,00
Francis M., Nantes	50,00
Michel N., Rennes	30,00
J.M. Bihannic, St Rémi	
les chevreuse (78)	50,00
Anonyme, Lorient	70,00
Pierre D., Plérin	50,00
Jean Le F., Landerneau	20,00
B. Gaudé, Landerneau	20,00
J.P. Kerveillant, Montbrison (42)	30,00
R. Certain, St Gildas des Bois	20,00
Jean Claude C., Wissous (91)	20,00
B. Belz, Plouharnel	20,00
Maryvonne B., Cavillon (84)	50,00
J.Y. Le Corre, St Malo	20,00
Jean Claude A., Guidel	20,00
S.Q., Quimper	50,00
Y. Amice, Lorient	40,00
Vente à la criée, marché de Lagny (77)	5,00
Vente à la criée, gare Montparnasse	10,00
J.M. R.,	25,00
Claude S., Mendon (92)	20,00
Maurice Le B., Trégunc	20,00
P. Le Rol, Ploudaniel	10,00
J. Pellen, Brest	50,00
A. Le Bris, Montpellier (34)	20,00
R. Leprohon, Brest	
Pour le meilleur mensuel Breton	50,00
Charles C., Mende (48)	20,00
J.C. Marcot, Pont l'Abbé	20,00
J. Louer, Trégunc	20,00
Y. Pleila, Plouvien	20,00
Robert B., Brest	20,00
J. Castrec, Ploumoguier	20,00
D. Hemery, Brest	30,00
J. Hervé, Grenoble (38)	20,00
J. Le Bricqui, La Varenne (94)	20,00
Jean B., Le Sel de Bretagne	20,00
Pierre de l'E., Guingamp	20,00
Myriam B.P. Andresy (78)	20,00
J. et L. Thonin, Champcueil (91)	20,00
Jean-Luc L., Caulnes	20,00
Louis L., Brest	20,00
André G., St Cast.	50,00
J.F. Guezennec, Brest	20,00
Catherine S., Marseille (13)	50,00
P. Legouaille, Laval (53)	50,00
Paul Queinnec, USA	20,00
Anonyme, Brest	35,00
Anonyme, Mulhouse (68)	20,00
Anonyme, Brest	15,00
R. Jégo, Lorient	20,00

2270,00 F

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

AGRICULTURE

CE QUI EST EN CAUSE	4
L'ÉTAT DE L'AGRICULTURE BRETONNE	5

DÉBAT

LES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION	8
--	---

SOCIAL

LE JOINT FRANÇAIS	11
LES ÉBOUEURS DE QUIMPER	14
BREST : MENACES SUR LA BRASSERIE	13

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS A PLOUIGNEAU	21
-------------------------------------	----

SOCIÉTÉ

LE BARRAGE DE LEMEZEC	12
PLOGOFF : EN REVENANT DE LA MANIF	20

FÊTE

LA FÊTE DU PEUPLE BRETON	16
-----------------------------------	----

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES	18
P.B. SERVICE	27

INTERNATIONAL

LE VIETNAM A 5 ANS	22
--------------------------	----

CULTURE

LIVRES	25
DISQUES	26
A LA MANU	28

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...

LISEZ AUSSI

POBL-VREIZH

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 12.000 ex. - Dépôt légal : 2^e trim.
Directeur de la publication : J. Guégueniat

MAGGY A LE DOS LARGE !...



La faute des vaches ?

Des paysans manifestent dans toute l'Europe. 8 des 9 pays de la CEE arrivent à se mettre d'accord sur un compromis. L'Angleterre n'en veut pas. Un chorus général, dont Méhaignerie et François Guillaume (président de la FNSEA) font partie, crie haro sur les Anglais. «Maggy» a vraiment le dos large ces temps-ci !

Il s'agit pour les gouvernements de la CEE de fixer les prix agricoles pour la campagne 80 qui commence le 1^{er} avril pour les produits animaux et le 1^{er} août pour les céréales.

La commission Européenne qui fait les propositions aux gouvernements demandait de limiter à 2,4% l'augmentation des prix agricoles. Suite au mécontentement des paysans européens trouvant irrecevable cette proposition, 8 des 9 se mettent d'accord pour 5% d'augmentation. Mais ceci ne peut être appliqué que si la Grande Bretagne ratifie l'accord.

En attendant, la France a dévalué son franc vert de 5%, c'est-à-dire que les prix sur le marché français se trouvaient au-dessous du marché Européen auparavant par le biais des M.C.M. (belle invention de la France en 69 qui permet de faire supporter aux paysans la lutte contre l'inflation en bloquant les prix agricoles sur le marché français alors qu'en même temps, les charges augmentent). Cette mesure qui concerne uniquement la France est destinée à gagner du temps et à désamorcer la lutte des paysans.

Le gouvernement Britannique, en prise avec l'inflation, veut, avant discuter de prix, diminuer sa participation aux frais de la communauté et en fait ne veut pas d'augmentation des prix agricoles: sa masse paysanne a peu de poids (3% de la population active) et elle voudrait donc voir la libre

concurrence s'exercer totalement au niveau européen (pas de fixation de prix et de soutien des marchés) et au niveau mondial (pas de protection de la communauté aux apports de produits agricoles extérieurs: moutons de Nouvelle Zélande, viande grasse végétale, manioc, porc, viande bovine). Ceci entraînerait une chute générale des prix agricoles qui arrangerait sa lutte contre l'inflation et laisserait le terrain entièrement libre aux trusts et firmes agro-alimentaires internationales.

Que reprochent les autres gouvernements à Margaret Thatcher? Tout simplement d'être trop pressée et de vouloir trop vite ce dont les autres gouvernements rêvent depuis belle lurette. Le gouvernement français ne peut livrer sa masse paysanne d'un seul coup aux grands intérêts du capital: la réaction serait brutale et les conséquences imprévisibles. Cette phase est en cours par l'élimination progressive des petits et moyens agriculteurs et la concentration des exploitations.

Mais le but est le même et les éleveurs bretons, qui sont les premiers touchés par cette «crise» européenne, ont déjà payé très cher et trop souvent en silence les conséquences du «changement dans la continuité».

Aujourd'hui donc, Giscard, Méhaignerie, Debatisse et Guillaume qui font l'écho de plusieurs organisations professionnelles bretonnes (Paysan Breton par exemple) nous disent: «Voyez, 8 des 9 pays de la CEE se sont mis d'accord sur un compromis, s'il n'est pas appliqué, c'est la faute aux Anglais». Et tout le monde de reprendre en chœur: «English go home!».

Avant de crier si fort, il faudrait savoir et particulièrement nous Bretons, ce que contient ce fameux compromis.

D'abord, 5% d'augmentation des prix Européens qui seront appliqués au plus tôt en Juin avec donc 2 mois de retard. Ce qui fait que nous pouvons espérer 10% d'augmentation des prix agricoles avec la dévaluation du franc vert, pour 15% de hausse du coût de la vie. Les promesses de Giscard de maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs ne seront pas, comme l'an passé, réalisées (1,7% de baisse en 79, 3,3% en 78).

S'il n'y a pas de quoi être fier de l'aspect positif de ce compromis, les éleveurs qui représentent la masse paysanne bretonne ont de quoi être en colère. En effet, sans compter que ce sont les céréaliers qui obtiennent les hausses les plus importantes, l'accord prévoit une augmentation de 2% de la taxe de coresponsabilité pour les producteurs de lait avec une super taxe l'an prochain si la collecte augmente de plus de 1,5%. A cela s'ajoute la libre entrée des matières grasses végétales dans la CEE, concurrençant le beurre.

Ceci est grave car c'est le tissu même de l'agriculture bretonne qui est frappé de plein fouet: le lait, c'est ce qui fait vivre notre agriculture familiale et on demande aujourd'hui à ces paysans d'être responsables des excédents dus aux exploitations laitières industrielles produisant à partir du soja importé des USA ou du Brésil.

Le reste des accords consiste à des primes aux producteurs de moutons et pour les vaches allaitantes.

Voilà la réalité de la politique agricole commune: des montants compensatoires, des taxes et des primes, et, en définitive, une baisse du revenu qui accélère la disparition de l'agriculture familiale et oblige ceux qui restent à s'agrandir toujours plus pour les livrer quand l'heure sonnera aux lois du marché capitaliste mondial dont on pourra dire que la CEE aura été l'étape transitoire.

Et les syndicats, que disent-ils? La FNSEA marche comme d'habitude avec le gouvernement français pour l'application de ce compromis. La majorité des agriculteurs Bretons se retrouveront sans doute avec le comité de Redon (qui regroupe les FDSEA du Finistère, du Morbihan, de Loire-Atlantique et de Mayenne) pour refuser ce compromis et réclamer 12% de hausse des prix agricoles au lieu de 5. (lait à 1,50 F le litre, porc à 8,30 F le kilo).

Mais une augmentation unilatérale des prix agricoles, si elle est nécessaire, contribuera de toute façon à terme à l'élimination des petits et moyens agriculteurs.

Il est aujourd'hui irresponsable de concevoir une fixation de prix agricoles sans parler de disparité entre agriculteurs et entre régions européennes.

Devant l'accélération récente du processus libéral (loi d'orientation, Debatisse à l'agro-alimentaire, Luxembourg), il nous appartient aujourd'hui de comprendre et de dénoncer ce processus partout où des hommes s'en font complices.

Patrick Gouez.

de moins en moins à produire... de plus en plus

Eclipsée par l'agitation de l'actualité bretonne, l'inquiétude des paysans bretons est passée au second plan des préoccupations. Pourtant la politique agricole commune prend à Bruxelles des allures surnoises: en matière de prix, d'orientation des productions, des mauvais coups se préparent, et la réaction des agriculteurs pourrait bien en surprendre plus d'un.

Dans le déclin constant de la paysannerie française, auquel elle participe, l'agriculture bretonne garde une force relative. Le bilan de ses dernières décennies aboutit à une apparente contradiction: vu de loin, le malade est bien portant. Car ils sont de moins en moins à produire de plus en plus!

Ça gonfle

— **Le gonflement de la production** est traditionnellement mis en avant par le pouvoir et par les forces économiques et professionnelles qui encadrent l'agriculture bretonne (Chambres, industrie agro-alimentaire, syndicalisme officiel...). Et c'est vrai, même à 4 départements, «**La Bretagne est la 1^{ère} région agricole française**» pour reprendre le propos du préfet de région en juillet 79. Quant à la Chambre d'Agriculture, jamais en panne d'images giscardiennes, elle n'hésite pas à proclamer: «**L'agriculture est notre industrie lourde**». Et c'est vrai que la comparaison avec... la sidérurgie, par exemple, n'est pas entièrement vaine!

Tous les documents économiques régionaux n'en finissent donc pas de broser un tableau impressionnant de l'agriculture bretonne dont on donne en exemple la «mutation» et dont on vante le «dynamisme». Les chiffres s'alignent pour démontrer le «poids de la Bretagne» dans l'hexagone, voire dans la C.E.E. On estime en effet que la Bretagne, même réduite aux quatre départements officiels occupe le 1^{er} rang pour le porc (38 % de la production, 30 % de l'abattage) avec une dimension comparable à la Belgique ou la Hollande.

- Le 1^{er} rang pour le poulet et les œufs avec globalement plus de 25 % de la production, et en prévision 5 millions de poulets par semaine entre Tilly, Doux et Unaco.

- Le 1^{er} rang pour le lait avec au moins 20 % de la production.

- Le 1^{er} rang pour les légumes tels que choux-fleurs (75 % de la production), artichauts (66 %), pommes de terre primeurs (25 %) ou plants (66 %), haricots etc...

- Le 2^e rang pour la viande bovine (gros bovins et veaux).



Yvon Boëlle/Sellit

Tout ceci représente bien de l'argent, au total 15.830 millions de francs en 1978...

La production pour 4 départements s'élève donc en 1978 à 15 milliards de Francs en valeur, contre 13 milliards en 1976 (11 % du produit agricole brut français); pour les 5 départements où la comptabilité officielle fait défaut, on peut estimer que la production bretonne atteint 14 %, pour environ 7 % de la S.A.U. (Surface Agricole Utile) de l'hexagone. C'est que la productivité de l'agriculture bretonne est importante et a beaucoup augmenté: elle a été en 20 ans multipliée par 3 pour le lait, par 4 pour la viande bovine, par 5 pour le porc.

Ces chiffres cachent bien des disparités et des fluctuations. Ainsi pour le porc, de 77 à 78, le volume augmente de 8 %, les prix baissent de 2 %, la valeur gagne donc 6 %, mais baisse en francs constants! De même, la pomme de terre augmente en volume de 22 %, mais les prix chutent de 43 %, d'où une baisse en valeur de 30 %...

La tendance est au remplacement des productions végétales, en régression, par 3 types de productions animales: le lait, le porc, l'aviculture, plus accessoirement la viande bovine. La part de la Bretagne dans la production végétale française est passée de 4,4 % en 1950 à 2,9 % en 1975. En revanche, la part des productions animales est passée de 8,9 % en 1950 et environ 20 % aujourd'hui. Elles représentaient les deux tiers de la production totale en 1950, et plus de 90 % aujourd'hui (multipliée par 4 en volume, par 9,3 en valeur). C'est-à-dire que l'agriculture

bretonne évolue dans un sens exactement inverse à la tendance générale de l'agriculture française où la part des productions végétales commercialisées augmente, et où l'élevage régresse (57 % en 1948, 69 % en 1966 et 56 % en 1977). La France, par exemple, exporte 40 % de ses céréales, mais importe 15 % de ses porcs. Ce sont,

LA PHILOSOPHIE GOURVENNEC

La Mayenne et sa «Jeune Chambre Economique» ont accueilli Alexis Gourvennec, en mars. Voici, rapportés par «Le Courrier de la Mayenne» une partie de ses propos:

«Notre cadre de vie est l'Europe libérale, nous devons jouer le jeu de la croissance, nous considérons comme des assassins ceux qui veulent planifier, standardiser, niveler; il faut de grands poulaillers, de grandes porcheries, sinon les meilleurs ne peuvent travailler et s'en vont...» «La répartition des terres agricoles c'est le pire des bâtons merdeux que la République ait refilé au syndicalisme des tribunaux populaires pour répartir le foncier!... vraiment le truc qu'il ne fallait pas faire, avec ça impossible de s'entendre».

«Faites comme moi, créez des emplois» «Mais ne vous éloignez pas des réalités économiques».

en effet, les «grandes cultures» (céréales, betteraves, etc...) qui bénéficient d'un prix stable, garanti et relativement élevé et ont en même temps un coût de travail faible (extensif et mécanisé sur de grandes surfaces). Le projet de loi-cadre souligne que les «grandes cultures» seront à la pointe de la compétitivité et de l'exportation, alors que l'élevage (breton notamment) est avec la «production méditerranéenne» une production «à handicap»!

Ce gonflement de la production animale n'a été possible que par une intensification du travail agricole (14% de la production sur 7% des sols) et surtout au vu d'une augmentation encore plus forte des «consommations intermédiaires» c'est-à-dire des coûts de production (aliments, engrais, énergie, matériel, produits sanitaires, services): ils ont été multipliés par 6 entre 1950 et 1975 et représentent désormais plus de 50% de la valeur de la production finale.

Fragile

L'image qui se dégage est nette; c'est celle d'une agriculture intensive et d'élevage, techniquement développée et exigeant des investissements importants. Or les productions animales sont précisément celles qui connaissent les «crises» cycliques bien connues (surproduction et chute des cours) dans le Marché Commun, celles aussi qui rémunèrent le plus mal leur homme. Pourquoi alors les paysans bretons persistent-ils dans cette voie? La réponse est simple: ils n'ont pas le choix!

Encore faut-il distinguer entre le Lait, production de masse, de la majorité des paysans (plus de 100.000 «livreurs»), production refuge, d'une part, pour les petits exploitants, souvent âgés, production essentielle pour la masse des exploitations moyennes, spéculation enfin pour un certain nombre d'agriculteurs qui ont investi dans des grandes étables modernes (plus de 50 vaches). A l'inverse l'Aviculture (volailles et œufs) a connu un fort mouvement de concentration et on estime à environ 4000 le nombre de producteurs de poulets et autres volailles (dindes, pintades), et à quelques centaines le nombre de producteurs d'œufs...

La production intensive de Porc est également concentrée entre les mains d'une dizaine de milliers d'éleveurs (autre environ 40.000 élevages traditionnels de quelques porcs) et très encadrée par les Groupements de Producteurs. La production légumière concerne environ 15.000 agriculteurs sur 40.000 ha.

Ces productions, dont certaines sont si intégrées à l'agro-alimentaire qu'elles ne laissent aucune initiative à l'exploitant, ne demandent que peu ou pas de terres (porc, aviculture) mais par contre beaucoup de main-d'œuvre et un travail très astreignant, sans loisirs, et mal rémunéré. Cette course à la production s'explique donc surtout par le sous-développement économique de la Bretagne ainsi que par la pression démographique, forte jusqu'ici, qui ne laissent aux paysans bretons que ce



Yvon Boëlle/Sellit

De l'archaïsme à l'agriculture de pointe en vingt ans...

choix du «dynamisme forcé» ou de la «fuite en avant». En effet, coïncé entre des prix dont la tendance est à la baisse, et des coûts qui augmentent rapidement et qu'il ne maîtrise pas, l'agriculteur, notamment jeune et endetté pour s'installer, ne voit d'autre issue que d'augmenter sa production. Pour maintenir ou accroître son revenu, l'exploitant «dynamique» va donc augmenter ses surfaces, utiliser plus de machines, d'engrais, construire des bâtiments, bref s'endetter et entrer dans un cercle vicieux pour, soit disparaître, soit devenir un rouage du système.

— **Le laminage des paysans** s'inscrit dans la logique du développement capitaliste. Mais autant les rapports officiels savent vanter le «dynamisme» de l'agriculture, autant ils se taisent sur les côtés négatifs de l'évolution récente: L'exode et le dépeuplement rural, les inégalités qui vont grandissant à cause d'un revenu incertain, la dépendance enfin d'agriculteurs devenus façonniers de matières premières pour l'industrie agro-alimentaire.

L'exode est continu et massif depuis des années. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que la Bretagne agricole a fonctionné comme un réservoir de main-d'œuvre pour les régions industrielles: «réservoir de main-d'œuvre jeune destinée à l'exode» écrit Guezou, président de la Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord. Sans remonter aux années 20 où l'agriculture employait 2 Bretons sur 3, la chute depuis les années 50 est vertigineuse: la part de l'emploi agricole est passée de 50% à 20% aujourd'hui, pour atteindre 10% demain? En 25 ans, ce sont près de deux tiers des emplois agricoles qui ont disparu, tandis qu'au niveau de l'hexagone le nombre d'agriculteurs baissait de moitié (de 5 à 2,5 millions). Ce mouvement d'exode est loin de se ralentir. Et d'ailleurs, tous les économistes le répètent: seul l'exode rural permet le maintien du revenu agricole, notamment en Bretagne.

La structure de la population agricole bretonne est déséquilibrée, du fait du

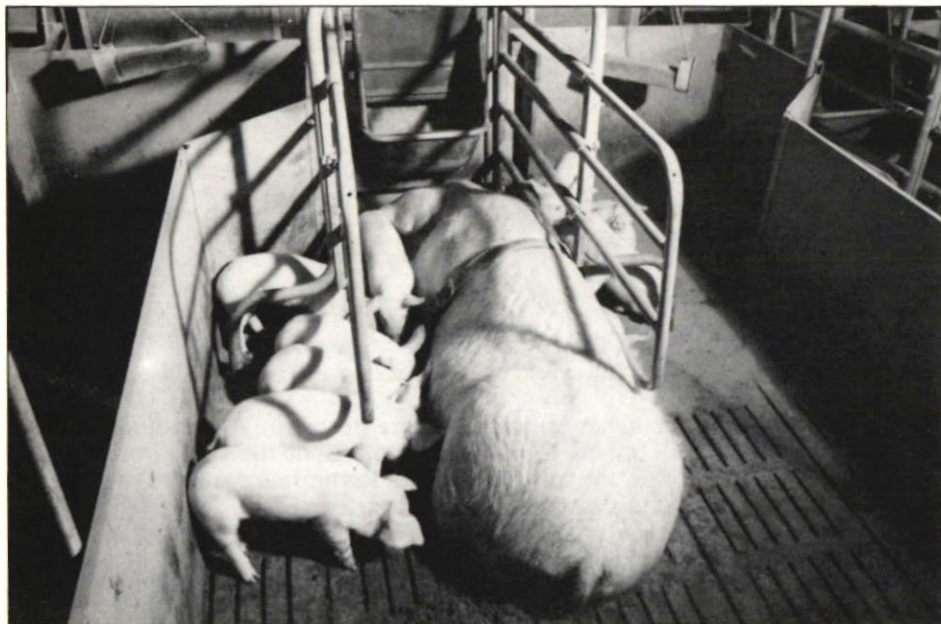
grand nombre d'agriculteurs âgés, et les projections de population qu'a fait l'INSEE-Rennes, selon deux hypothèses limites, donnent pour l'an 2000 une «fourchette» entre 50 et 100.000 paysans pour les 5 départements!

Quels paysans?

L'avenir de la population et de l'emploi agricole sont donc inquiétants, et c'est un fait que le syndicalisme breton, de même que certaines Chambres d'Agriculture commencent à en faire une priorité. Le problème est celui-ci: combien de paysans dans 20 ans, 1 pour 100 ha (soit près de 50.000 pour les 5 départements, en comptant le hors-sol, le maraîchage, etc...) ou un potentiel de plus de 100.000 paysans sur 20-30 ha de moyenne? Quels paysans donc? Quels emplois, et surtout quelles conditions de travail pour les travailleurs de la terre, à un moment où les salariés revendiquent les 35 H et la 5^e semaine de congés?

Prenons l'exemple du Finistère: «**L'avenir de l'agriculture va se jouer dans les 10 ans qui viennent**», déclare la Chambre d'Agriculture, car les jeunes qui deviennent agriculteurs sont presque tous des enfants d'agriculteurs; or leur nombre diminue (de 1700 en 1965 à 600 en 1978); comment atteindre l'objectif fixé de 500 installations par an? Vu le vieillissement de la population, les terres libérées d'ici 1990 seront nombreuses (environ 14.000 exploitations); au rythme annuel de 500 installations, la moitié de ces exploitations va disparaître! Or, ce ne sont pas toutes de petites exploitations: ce sont, selon une autre étude sur les 20 ans à venir, 136.000 ha, soit 28% de la S.A.U. du département, qui risquent ainsi d'être démembrés.

Au vu de ces données, il semble raisonnable de dire que d'ici l'an 2000, il est possible d'installer ou non, selon l'orientation suivie, 5000 jeunes par département, en plus des exploitations déjà assurées de reprise, soit environ le quart (Côtes du Nord 26%, Ille-et-



Quel bilan pour une si totale révolution ?

Vilaine 26%, Finistère 23%). Ceci donne un objectif de 20 à 22.000 exploitations par département, soit une population agricole de l'ordre de 150.000.

Mais voilà, cela suppose une autre politique, une autre orientation agricole, et d'abord d'apporter une solution au problème du revenu et à celui du foncier.

L'aspect le plus évident de la crise de l'agriculture, c'est, en effet, l'incertitude du revenu et le sentiment permanent d'insécurité pour un grand nombre de paysans bretons. Ceux-ci ont de multiples raisons de mettre en cause :

- la politique agricole française qui a été constamment de faire pression sur les prix pour disposer de produits alimentaires bon marché, et contenir les revendications salariales du monde ouvrier ; c'est la logique du capitalisme d'exploiter ainsi les paysans.

- le système libéral du Marché Commun qui permet aux « grandes cultures » des plaines céréalières françaises et allemandes de bénéficier d'un soutien important, alors que l'élevage est soumis à des crises cycliques (poulet, porc, lait...) qui sont un moyen commode d'éliminer les agriculteurs en difficulté tout en assurant des profits substantiels aux plus gros et aux firmes agro-alimentaires.

- la part des C.I. (coûts de production) ou de l'amont aux mains des grandes firmes qui grèvent lourdement le revenu et amènent un endettement énorme de nombreux agriculteurs (850 exploitations en difficulté dans le Finistère selon la FDSEA). Étranglé entre des prix qui stagnent ou baissent et des coûts qui flambent, l'agriculteur ne parvient pas à dégager un revenu satisfaisant ; d'où nous l'avons vu, course à la production, puis surproduction et élimination.

Schématiquement, le Revenu brut d'exploitation breton, stable jusqu'en 56, a connu une forte croissance jusqu'en 62, une moindre croissance de 63 à 75, où il a rattrapé le revenu moyen

français, et il régresse depuis 1975. Selon C. Mouchet, ENSA-Rennes, « le R.B.E. par exploitation et le R.B.E. par actif agricole augmentent tout au long de la période (50-75), alors que le R.B.E. de la branche agriculture bretonne stagne depuis 1963... L'augmentation, très forte, de la production n'a pas suffi à elle seule à élever le niveau du R.B.E. par actif ; ceci n'a pu être réalisé que parce qu'il y a eu dans le même temps diminution du facteur travail », en clair l'exode !

Inégalité entre régions, cela est également très clair : en 1978, le R.B.E. par travailleur familial était de 40.000 F mais les écarts vont de 1 à 13 entre le Bassin Parisien (209.400 F) et la Savoie... Inégalité aussi entre zones de la C.E.E.

Dépendance

C'est que l'agriculteur est pour les prix, comme pour les coûts, totalement dépendant des lois du marché et surtout des firmes qui le tiennent de plus en plus dans un étau. L'exemple le plus achevé est l'aviculture où le producteur est intégré par des contrats qui stipulent les quantités, les dates, tout sauf la qualité des poussins livrés, par exemple... Non seulement l'abattoir est assuré d'un approvisionnement régulier, bon marché, mais il y a un transfert de risques sur le producteur. Reste à l'abatteur à trouver des agriculteurs consentants, et à se lancer à la conquête des marchés (arabes pour l'instant). Le cas du porc est à peine différent, car vis-à-vis de l'approvisionnement, ce sont les firmes qui décident des prix, alors que les cours échappent également à tout contrôle. Même le lait amène une intégration, sans contrat, l'agriculteur livrant sa production aux laiteries, sans recours concernant les prix ou la qualité etc... Quant aux légumes, dont la production est très aléatoire à cause du climat et de l'inorganisation des marchés, les producteurs sont désarmés face à des crises répétées ; c'est le cas aujourd'hui des producteurs de la région malouine.

Quel bilan faut-il alors dresser ?

L'agriculture bretonne constitue un potentiel qui doit être défendu et renforcé parce que l'emploi agricole est essentiel dans une Bretagne sous-industrialisée, parce que l'emploi dans l'agro-alimentaire (environ 50.000 personnes) en dépend ; mais aussi parce que si la C.E.E. arrive à auto-suffisance pour son alimentation, la production mondiale est gravement insuffisante, et l'agriculture bretonne a un rôle à jouer, pour peu que de nouveaux rapports s'installent avec les pays du Tiers Monde dominés actuellement par le capitalisme ; parce qu'enfin, l'agriculteur a un rôle décisif à jouer dans la protection de l'environnement et l'aménagement de l'espace.

Or l'agriculture bretonne est menacée parce que les inégalités se développent entre une agriculture capitaliste et une agriculture en voie de disparition, parce que le Marché Commun capitaliste handicape les régions périphériques (coûts plus élevés, transports etc...) parce que l'orientation du pouvoir vise à éliminer de nombreux paysans (plus de couverture sociale pour les exploitations inférieures à une demi S.M.I. selon le projet de loi d'orientation), parce que l'élevage, essentiel en Bretagne, n'est pas du tout la priorité du gouvernement français qui défend d'autres intérêts au niveau de la C.E.E.

Quelles perspectives ?

Il existe en Bretagne, à côté des gros exploitants (et de quelques autres) qui adhèrent à l'orientation capitaliste du pouvoir et du syndicalisme officiel, et donc à l'élimination des petits paysans, des forces de résistance, parfois unies ou parfois dispersées. La revendication d'une stabilisation de la population agricole est à cet égard essentielle. Sait-on que la surface moyenne des exploitations bretonnes est celle de la C.E.E., qu'elle dépasse celle de la R.F.A. ? Il n'y a pas de fatalité de l'exode rural tel qu'il se poursuit.

Le caractère très excédentaire ou exportateur de l'agriculture bretonne nous impose de raisonner en termes de marché européen et mondial ; ceci n'exclut pas la perspective avancée ces temps-ci d'une agriculture bretonne plus autonome, moins dépendante pour ses approvisionnements, ni d'une croissance moins fondée sur l'exploitation du Tiers-Monde, à travers le manioc, etc...

Mais un des points essentiels, pour assurer à l'agriculteur un prix décent, pour lui donner un contrôle sur sa production, pour permettre à la collectivité d'intervenir dans la gestion et dans l'orientation de l'agriculture, c'est d'aller vers des transformations économiques au niveau français (voire européen) et d'abord de briser l'étau des firmes capitalistes qui dominent l'agriculture et étranglent les paysans. Il faut donc, d'un côté des conquêtes démocratiques réelles, de l'autre une prise en charge de l'agriculture et de l'agro-alimentaire en Bretagne par la collectivité.

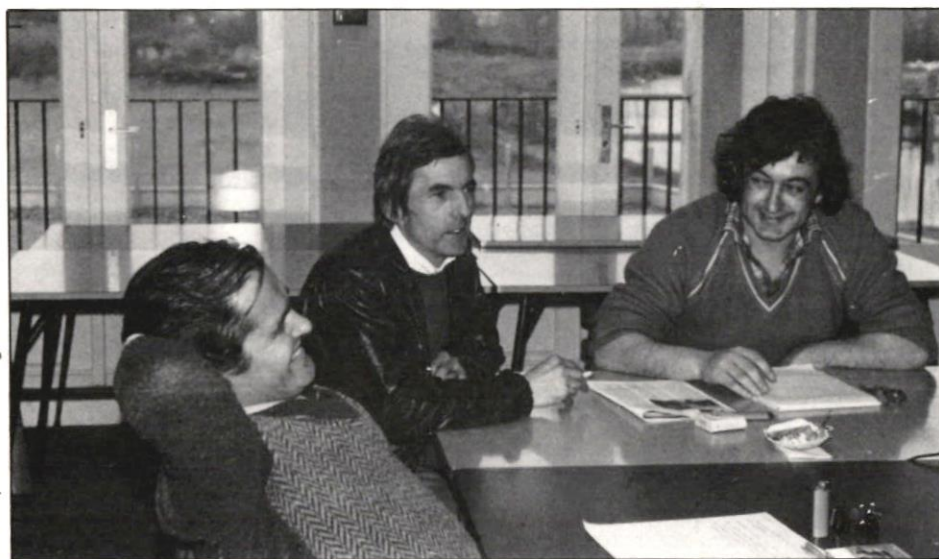
Francis Favereau
et la Commission agriculture de l'UDB.

QUEL AVENIR POUR LES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION ?

(suite)

Dans son numéro de mai, le Peuple breton a entamé la publication d'un débat portant sur la coopération ouvrière de production à la lumière de l'expérience de l'AOIP en Bretagne. A cette occasion, les participants avaient cherché à apprécier dans quelle mesure la démarche de l'AOIP des années soixante obéissait aux lois du système capitaliste en venant exploiter de la main-d'œuvre sous-payée en Bretagne.

Dans la seconde partie que nous publions aujourd'hui, le débat s'étend à l'ensemble de la coopération de production afin d'en cerner les limites dans ses rapports avec le système capitaliste : ne crée-t-elle pas l'illusion d'une «3^e voix»? Est-elle réservée à la reprise des canards boiteux ou ne peut-elle pas au contraire constituer un moyen de prise de conscience socialiste ?



Le Peuple Breton/Iffig Bamde

Jean Gautier, Gérard, M. Le Moign

Réserve aux canards boiteux ?

P. Jézéquel: Justement, l'un des drames de la coopération, n'est-ce pas que son développement passe en grande partie, par la création de SCOP dans des entreprises en difficulté ? C'est un secteur qui ne marchait pas et c'est là qu'on va essayer de faire démarrer une SCOP ! Donc ce sont des gens qui viennent à la création de SCOP bien souvent parce que c'est un refuge. Ou bien c'est un espoir mais uniquement d'ordre économique et en fait il n'y a plus ou très peu de création de coopératives qui démarrent à zéro, avec des gens qui ont des raisons idéologiques.

J. Gautier: C'est vrai que la création des coopératives démarre sur des entreprises défaillantes, mais pas parce que les travailleurs se disent qu'il n'y a

plus d'autres solutions. Le premier réflexe c'est dire: c'est anormal, alors que notre entreprise vient de déposer son bilan, que l'outil de travail soit cassé. Il y a une grande conscience des travailleurs et un respect vis-à-vis de leur outil de travail.

Il y a un certain nombre d'entreprises de Coopératives qui ont fort bien réussi en reprenant des outils de travail qui, autrement, auraient été dispersés.

Il y a depuis les trois dernières années une moyenne de 20 à 30 créations de coop par an, dans l'ouest, qui sont, il est vrai, des entreprises de petite taille pour la plupart. Sur ces 30 créations de coop., il y a 1/3 qui correspondent à ce qu'on appelle des «créations ex-nihilo» c'est-à-dire des gens qui ne sont pas en situation de dépôt de bilan ou de chômage mais qui veulent créer une entreprise c'est-à-dire qui ont la vocation d'entrepreneurs et qui, soit par

raisons idéologiques soit parce qu'ils en ont entendu parler, et sont séduits par cette idée, choisissent la formule de la coopérative. Un deuxième cas est assez nouveau, et nous pose des questions: c'est dans un certain nombre de PME à structures familiales, des patrons qui n'ont pas de successeurs. 9 fois sur dix le patron cherche à vendre son entreprise et à en tirer le maximum de profit. Mais s'il ne réussit pas ou s'il réfléchit, il se demande si la coopérative n'est pas un moyen pour assurer la continuité de l'entreprise. On analyse avec les travailleurs la valeur de l'entreprise. Il faut d'abord former, informer les travailleurs de ce que la formule coopérative peut représenter. Et c'est quand on est certain que cette phase d'information est suffisante et que les travailleurs en conviennent, que l'entreprise se transforme en coopérative. C'est assez nouveau, cette création par «mutation» d'entreprises saines à structure capitaliste en coopératives. Cela nous fait penser que dans le secteur des PME, des travailleurs qui connaissent leur outil de travail, le marché, l'entreprise, ont tout autant vocation à gérer collectivement l'entreprise que la structure de société anonyme ou de SARL.

J.C. Barbier: L'AOIP aurait pu donner une certaine autonomie aux établissements et transformer sa structure centralisée en structures décentralisées avec une fédération de Coopératives. C'était imaginable. Mais il y a eu échec. Ceci est imputable à certains dirigeants de la Coopérative et du Mouvement Coopératif. Le reproche c'est non seulement de n'avoir rien fait pour conscientiser les gens mais de les avoir amenés à penser que l'échec économique était dû à la structure Coopérative de l'entreprise. Jamais ils n'ont dit que c'était le résultat de la restructuration d'un secteur d'activité. Cette restructuration n'est d'ailleurs pas terminée. Dans 2 ans on va peut-être recommencer.

Aujourd'hui, les Coopératives

Ouvrières de Production existent encore, mais malheureusement dans les secteurs où la concentration capitaliste n'a pas encore atteint le seuil qu'elle atteindra au cours des prochaines années. Les Coopératives sont condamnées à grandir et par ce fait même, comme elles deviennent gênantes pour les multinationales, elles sont condamnées.

H. Grall: De 58 à maintenant, on a connu plus de concentrations qu'il n'y en avait eu depuis le début de l'ère capitaliste en France. C'est un processus qui s'est diablement accéléré ces derniers temps! Certes, à partir d'un certain moment, l'organisation du système capitaliste éprouve le besoin de se déconcentrer. Mais pour autant, il n'y a pas de déconcentration du pouvoir, au contraire. Par les arcanes financiers classiques, le contrôle est de plus en plus assuré. Et pour reprendre l'exemple des Etats-Unis — dans la mesure où on peut penser qu'il y a un certain décalage par rapport à l'Europe et où ce qui se passe là-bas préfigure ce qui va se passer ici, encore que le décalage tende à s'amenuiser — c'est vrai que les PME jouent un rôle dans l'économie mais toujours dans une situation de dépendance. Le phénomène de sous-traitance tend à se généraliser. Cela est évident, par exemple, pour l'agro-alimentaire. Le capitalisme n'éprouve pas le besoin d'intervenir directement dans le processus de production mais, par contre, le processus d'intégration se fait bel et bien depuis la production jusqu'à la transformation et la fabrication d'aliments. Et pour autant, juridiquement, les agriculteurs sont théoriquement indépendants. On trouve ici et là de plus en plus de phénomène de sous-traitance qui est même monté en épingle comme un bienfait du système... qui donnerait la possibilité à n'importe qui de se lancer dans un tas d'activités. C'est tentant. On a l'illusion d'une certaine indépendance, alors qu'en réalité, si juridiquement il existe de multiples entités qu'on peut qualifier de PME, elles s'intègrent bien dans un processus de dépendance relié au système et finalement à la concentration du pouvoir. Quant à la Coopérative, à un moment ou à un autre, elle n'échappe pas à ce mécanisme. On peut imaginer, indépendamment des catégories évoquées tout à l'heure, une volonté de créer de toutes pièces une Coopérative Ouvrière mais elle n'évacuera pas cette dépendance.

Occasions manquées

J.C. Gautier: Le travail en miettes rend celui-ci soit alienant soit complètement rejeté. Les coopératives ont, à cet égard, raté un virage, en n'inventant pas d'autres méthodes de travail plus enrichissantes pour l'individu. Les seuls arguments que l'on ait, en réalité, en faveur des coopératives, dans le terrain de la petite ou moyenne entreprise, sont des relations de pouvoir et de décision indiscutablement privilégiées. Dans une petite entreprise, le fonctionnement

democratique de la coopérative peut exister, les dirigeants sont bien élus.

Par contre, si le travailleur est toute la journée sur une machine dans des conditions de travail épouvantables, ça ne va pas le satisfaire énormément de savoir que le PDG de la coopérative a été élu par lui.

Le partage des bénéfices dans une coopérative est aussi un argument et les travailleurs y font attention.

Si la coopérative habitue des travailleurs à dire: s'il y a des bénéfices, c'est le fruit de notre travail, et ce n'est pas uniquement le propriétaire du capital qui empoche tous les résultats, c'est une certaine forme de progrès social dans l'entreprise.



H. Grall, Patrick Jézéquel, Guy Castel

N'est-il pas illusoire d'entretenir l'idée que, dans cette société libérale, les Coopératives peuvent être un instrument de progrès social, compte tenu qu'elles ne peuvent résister longtemps aux lois de la concurrence?

J. Gautier: A l'AOIP, les salariés doivent avoir conscience qu'il y avait dans l'entreprise des conditions sociales différentes.

J.C. Barbier: Pour un grand nombre de gens c'est même ressenti comme étant une des causes essentielles de l'échec de l'AOIP! Si dans l'esprit des gens il y a un lien entre cela et la mort de l'AOIP, on peut présager des jours heureux pour le système capitaliste.

P. Jézéquel: S'il y avait eu le souci d'information et de formation des travailleurs, ils auraient compris que c'était le résultat de la logique du système. Or l'éditorial de la revue des SCOP qui a traité du sujet est venu trop tard. Quand il est arrivé, les gens ont eu l'impression d'un essai de justification.

H. Grall: La conscience du progrès social, est plus perceptible dans les petites structures. Il y a une mutation qui s'opère au fur et à mesure de la

croissance de l'entreprise. Mais pourquoi, quand des dirigeants sont élus par des dirigés (chose pratiquée et parfaitement concevable dans des structures modestes) ce phénomène s'estompe lorsque l'entreprise grandit. N'est-ce pas dû au système actuel? J'ai pu visiter des coopératives dans les pays socialistes et là, l'éligibilité des dirigeants subsistait même dans des structures de taille plus importante.

J. Gautier: Le fonctionnement démocratique de la coopérative connaît très vite ses limites lorsqu'il se heurte au développement de l'entreprise dans le système capitaliste et au modèle de concentration du pouvoir du système capitaliste. Quand on dit que la coopérative constitue un moyen de

renover l'ordre social, nous savons bien que ce ne peut être dans un système capitaliste. Aucun des coopérateurs de production ne dit **«notre avenir est dans le système capitaliste»**. La coopération représente une expérimentation, une expérience sociale, un apprentissage d'une vie sociale dont l'objectif pour nous est de faire entrer la démocratie dans l'entreprise. En ce qui concerne la vie des individus dans l'entreprise, la démocratie n'existe pas et cela paraît normal à tout le monde. A nous de dire aux travailleurs: **«la démocratie peut exister aussi dans l'entreprise»**.

Dans la relation que nous avons avec les organisations syndicales ouvrières, le problème c'est que le plus souvent, il y a un réflexe sinon de rejet du moins de non-reconnaissance de la Coopération de production. On nous dit toujours que la coopération ouvrière de production ne peut pas être un mode de changement social parce qu'il s'inscrit dans le système capitaliste. Mais nous ne pouvons apporter une réponse à ce type de problème, ou la coopération de production se fait hara-kiri définitivement dans le système en disant: **«On arrête tout et on va travailler dans les entreprises capitalistes, et on va mener notre combat ailleurs dans les organisations syndicales, dans le**

combat politique». Mais c'est un choix qui n'est pas aussi brutal que ça parce que les travailleurs des coopératives sont aussi pour beaucoup d'entre eux, des militants syndicaux, politiques. Et aujourd'hui, ce qu'ils font dans la coopérative c'est d'essayer d'apprendre le fonctionnement de la démocratie dans leur entreprise, d'essayer d'apprendre à innover sur le plan social. En termes culturels c'est un petit programme qu'on apporte.

Certains pensent que s'investir dans le mouvement coopératif, c'est disperser son énergie dans la lutte pour un changement de société, que la coopérative tend à nier la lutte des classes. L'association ouvrière, même si elle aboutit à un échec sur le plan économique, ne contribue-t-elle pas à l'unification de la classe ouvrière, à l'éveil de la conscience collective ?

J. Gautier: Pour un éveil des consciences collectives, la seule réponse est que la coop doit avoir une vocation de formation.

J. Gérard: Chez nous, contrairement à certaines coopératives florissantes où les gens auraient tendance à s'endormir, on est constamment confronté à des problèmes d'argent. Mais personne n'a l'air de prendre cela comme un point essentiel. Ce qui compte pour nous c'est de changer la manière de vivre. C'est notre seul but. Bien sûr, on est tout petit et les échanges sont beaucoup plus faciles de sorte qu'on a mieux appris à dialoguer. Les comportements ont changé dans les relations extérieures et familiales. On regarde de moins en moins la télé, on discute plus. Mais je reconnais que c'est une chance de le vivre et que c'est difficilement transposable.

H. Grall: J'ai vu, une expérience avec des pêcheurs, des gens qui sont très individualistes et qui ont été amenés pour des raisons de reconversion, à se regrouper en coopérative. Certains d'entre eux ont vécu cela d'une façon très enrichissante. On peut voir là l'intérêt de la démarche. J'ai été stupéfait de voir la transformation qui s'est opérée au niveau des individus, des gens qui culturellement n'étaient pas préparés à cette expérience par leur passé individualiste et le fait qu'ils découvraient la coopérative. Sur le tas, ils ont découvert les vertus du système coopératif. Je crois qu'il faut le prendre comme un laboratoire. Tant mieux pour ceux qui ont la chance d'en profiter. Quant à étendre, l'expérience au-delà de certaines limites, c'est totalement utopique. Mais cela prouve que dans une autre organisation de société, on pourrait généraliser. C'est intéressant aussi parce qu'il n'y a pas autour de nous d'autres exemples de ce qu'on avance quand on prône un changement de société.

J. Gérard: Même si on se casse la figure, il en restera toujours quelque chose.

J.C. Barbier: Effectivement, il est évident que ce qu'ils auront investi en volonté de communication, de



J. Gautier, M. Le Moign, H. Grall

discussion, les travailleurs des SCOP l'emporteront ailleurs. A la limite tant pis si ça casse et il faudrait le dire dès le début. Si ça n'est pas posé comme principe de départ, on peut semer l'illusion sur les capacités de la coopérative à changer les choses.

J. Gautier: La structure des SCOP n'est qu'une structure d'accueil pour des projets coopératifs. N'allons pas croire que la Coopération de production corresponde à un projet unique, monolithique, clair et identifiable pour tout le monde de la même façon. L'erreur est que l'histoire nous a conduit vers ce type de raisonnement. Le problème est de savoir si la coopération doit être un mouvement de base populaire, c'est-à-dire capable de porter les espérances des gens ou si la confédération des SCOP calquerait sur l'organisation du travail des entreprises, un modèle figé. Je ne crois pas à cette 2^{ème} solution. On a abordé tout à l'heure l'histoire de l'AOIP mais le projet coopératif de l'AOIP a changé à certaines époques. Dans la vie d'une Coopérative, un changement de projet qui deviendrait par exemple beaucoup trop économique à l'exclusion de toute autre considération, est voué à l'échec dans le système capitaliste... Et si nous, nous misons uniquement sur la réussite économique, nous ratons la cible, le système capitaliste nous récupérera. S'il faut un minimum de réussite économique pour la maintenance de l'outil, et la préservation de la capacité de travail et de l'emploi, il faut aussi que la coopérative soit imprégnée (et les travailleurs) de vrais projets personnels.

P. Jézéquel: La finalité en soi de la coopération n'est pas de créer des Coopératives pour grignoter et devenir de plus en plus envahissante et transformer complètement la société. En fait, la finalité du Mouvement Coopératif est plutôt d'être un lieu de transition et de formation des gens. Il faudrait savoir si en fait les Coopératives ont joué un rôle d'école de socialisme formant des socialistes, des gens prêts à se battre pour un changement de société.

J. Gautier: Je constate quand même qu'en France, il y a une certaine sensibilisation socialiste. Je ne sais pas si la Coopérative Ouvrière de Production y est pour beaucoup mais c'est en train de bouger.

J.C. Barbier: On arrive sur le terrain Coop et politique. C'est une question à laquelle je n'ai pas encore trouvé

d'éléments de réponse: remarquable est le silence entretenu par des corps constitués syndicaux ou politiques ayant eu un rapport direct, à un moment donné, avec les Coopératives et qui n'ont aucune expression sur le problème Coopératif.

Qu'on prenne la CGT, la CFDT, le PS, le PC, sur le problème coopératif les écrits et les déclarations sont rares. C'est un silence assez bizarre.

P. Jézéquel: La droite soutient les Coopératives pour se donner un alibi social, une bonne conscience. Ne choque-t-il pas la gauche qui préfère le silence à une réflexion qui lui serait propre sur le mouvement coopératif ?

H. Grall: Il y a une difficulté d'appréhension de l'ensemble du Mouvement Coopératif. Je pense, que les syndicats ne font pas toujours la différence entre le secteur de production et les autres mouvements coopératifs.

P. Jézéquel: Au moment des législatives, à l'intérieur de l'AOIP, on parlait souvent du fait que les gouvernements de gauche favorisait peu SCOP. Est-ce exact ?

J. Gautier: Non. Quand il y a eu des périodes de gouvernement de gauche, les Coopératives ont eu des chances de se développer et se sont développées parce que cela correspondait à des époques de prises de conscience sociale.

Il a été longtemps dit qu'un des principes de la Coop était la neutralité politique. Ce qui est un comble c'est qu'aujourd'hui ça tombe en plein dans le langage officiel parce qu'on n'a soit-disant pas le droit de faire de la politique dans les entreprises, à l'armée, dans l'école etc... Ça me paraît absurde: un citoyen conscient de ses responsabilités fait de la politique à tout moment y compris dans sa vie de travail. Je dis que la Coopérative est une entreprise qui a un fondement et une signification politique. Nous disons dans les Coopératives «Chacun est libre de penser politiquement ce qu'il veut», et la Coopérative n'utilisera pas sa définition politique et socialiste pour influencer les travailleurs de la Coopérative. Malheureusement, cette attitude qui se voudrait une attitude d'objectivité et de lucidité se traduit au niveau du mouvement par une fadeur extraordinaire. Alors qu'en réalité il y a un contenu et une signification qui pour moi sont incontestables.



Le Peuple Breton

JOINT FRANÇAIS :

La deuxième lutte

Vivre au Pays avec un salaire décent

En 1972, après 3 mois de grève, les travailleurs du Joint, forts de l'extraordinaire solidarité qui s'était développée dans toute la Bretagne, pouvaient être fiers d'avoir gagné une grande bataille (augmentation horaire de 0,65 F, primes de transports et de poste,

prime de fin d'année, réduction d'horaire...). Hélas, les temps ont bien changé. Le gouvernement et le Patronat n'ont d'autre préoccupation que de faire supporter aux travailleurs tout le poids de la crise. Au Joint depuis 1975, les salaires réels n'ont cessé de regresser. Suivons par exemple la variation par rapport au SMIC du taux horaire des 150 AF3, (agent de fabrication 3^e échelon) de l'usine.

	1/6/75	1/10/75	1/6/77	1/12/79	1/4/80
Taux horaire	8,24 F	8,49	10,32	13,32	13,43
SMIC	7,12	7,71	9,34	12,93	13,37
différence	1,12	0,78	0,98	0,39	0,06

L'intersyndicale CFTD-CGT réclame une augmentation uniforme de 500 F. et le 13^e mois.

Se battre pour l'emploi même dans une usine pirate

Parallèlement aux salaires, les effectifs n'ont cessé de baisser depuis 1972. Prévue en 1962 pour 1500 emplois, l'usine n'en possédait que 1000 en 72 puis 960 en janvier 78, 830 en juin 79 et moins de 700 en ce mois de mai 1980. Cette usine de St-Brieuc n'a toujours été qu'un atelier annexe pour l'usine mère de Bezons, et depuis longtemps, l'intersyndicale craint la fermeture. Tout récemment encore, au 1^{er} mai, des moules toriques pour grosses productions ont été démenagés pour la région parisienne. Les ouvriers de Bezons avaient promis, pour soutenir l'action des travailleurs bretons, de refuser toute fabrication enlevée à St-Brieuc. Mais en la circonstance, il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas tenu parole.

Travailler, oui! Mais dans des conditions humaines

Les effectifs dégringolent mais la production, elle, ne baisse pas. Il est facile alors d'imaginer la dégradation des conditions de travail:

- réorganisation des postes et accroissement des cadences
- diminution des contrôles de qualité des fabrications
- relâchement des règles de sécurité d'où augmentation des accidents
- conséquences graves sur la santé des travailleurs
- découragement, abandon.

Un tract de l'intersyndicale résume la situation: «... Pollués, irradiés, exploités, les travailleurs Bretons, les travailleurs du Joint en ont ras le bol. Le Joint Français est bien l'usine de la honte...».

La réponse Patronale: Éliminer les «irresponsables» syndicaux

Rappelons d'abord que le Joint est filiale à 100% de la puissante CGE. Son PDG Ambroise Roux est vice président du CNPF. C'est donc à très forte partie qu'ont affaire les travailleurs du Joint.

L'attitude constante de la Direction est de refuser toute négociation et de répondre par le mépris aux revendications des ouvriers. Prétexte: la conjoncture difficile; c'était déjà en 72 son seul argument. Et pourtant pour le Joint, 1979 n'a pas été une mauvaise année et le trust CGE se porte bien, merci!

Ensuite viennent le chantage à la fermeture et les pressions de toutes sortes. Pressions sur les élus auxquels sont adressés, entre autres, ces quelques mots doux: «Il appartient aux autorités locales et régionales de savoir si elles doivent accorder leur appui à des agitations aussi irresponsables, qui ne sont pas pour rien dans l'absence d'implantations importantes



à St-Brieuc et dans sa région depuis quelques années». Voilà, nous avons bien compris : si nous, Bretons, n'avons pas de travail en Bretagne, c'est à cause d'agitateurs irresponsables ! M. de Kervasdoué, le directeur actuel, aurait-il oublié que si son usine s'est installée en 62 à St-Brieuc c'est (entre autres «avantages») parce qu'à l'époque, la main-d'œuvre bretonne était jugée abondante, bien sûr, mais aussi peu exigeante et surtout fort docile !

Pressions aussi sur le personnel. Relisons la note d'information que la direction a joint à toutes les feuilles de paye du mois d'avril et qui dit avec cynisme :

«A vous de choisir :

— 1. Vous pouvez suivre ceux qui veulent que «la baraque crève»

— 1. Vous pouvez au contraire juger que vous en avez assez d'être des marionnettes entre leurs mains et de sacrifier à leurs ambitions une partie importante de vos revenus et plus tard la sécurité de votre emploi».

Après les pressions tombent les sanctions. Le premier objectif, décidément cela devient l'habitude chez les Patrons, le premier objectif c'est d'abattre les leaders syndicaux

- avertissements et mise en garde
- retraits sur les salaires
- mises à pied et demande de licenciements (5 délégués syndicaux concernés)
- recours à la justice bourgeoise pour condamner 23 grévistes
- etc...

Et pourtant, dans la note précitée la direction parle beaucoup de liberté, de légalité !

La Direction refuse de négocier, alors depuis 3 mois, les travailleurs agissent : ralentissement délibéré des cadences, débrayages sur débrayages, blocages de l'usine, grève de 24 H reconductible chaque jour. Une escalade réfléchie et déterminée. Le Tribunal des Référés a accepté la requête syndicale en nommant 3 experts chargés d'apprécier la situation. Que faut-il attendre de leur rapport ? «Notre position ne changera pas» clame la Direction, et les travailleurs, qui ont suspendu provisoirement la grève en signe de bonne volonté, ne se font guère d'illusions. Se profile pour ce début juin la menace de la grève illimitée. Heureusement, malgré toutes les difficultés et les arrières-pensées, la volonté d'union reste forte à la base et l'intersyndicale dirige l'action.

La manifestation unitaire du 24 avril lui a redonné espoir. A l'extérieur, la solidarité s'organise. Le Comité de Soutien (CFDT, PS, UDB, PSU, LCR, Paysans Travailleurs, ASF...) s'active : un Fest-Noz très réussi, des milliers de carte de soutien, pique nique au Joint, appel aux artistes pour galas de soutien...

Plus que jamais, s'imposent l'Union dans la lutte et la Solidarité car le combat du Joint Français est celui de tous les travailleurs Bretons.

R. Le Guellec.

Pour introduction au Joint «usine pirate» et aux prémices de la crise actuelle relire le P.B. n° 183 de février 79.

TRISTE BARRAGE ! TRISTES NOTABLES...

Ils avaient bien monté leur coup, ces messieurs du Syndicat de l'Aulne et de la D.D.E. Depuis 2 ans qu'on parle de ce barrage à Lemezec (entre Poullaouen et Scrignac), ils avaient dû accepter de venir informer la population. Oui, un lundi, à 10 heures du matin, à la mairie de Poullaouen... Sans tambour ni trompette, c'est le moins qu'on puisse dire. Il paraît que seuls les conseillers municipaux des deux communes devaient assister à la réunion, «démocratie» oblige ! Quand on sait que ceux-ci, à quelques exceptions près, sont d'avance partisans du barrage, on devine le sens que ces messieurs donnent au mot «débat».

Imaginez l'amertume des personnes concernées, des agriculteurs, dont plusieurs jeunes, menacés de perdre la moitié ou plus de leurs terres, et priés de rester tranquillement chez eux pendant qu'on prépare entre gens bien la sauce à laquelle ils vont être mangés.

Des élus d'utilité publique ?

Nous décidions alors de nous présenter à l'entrée de la réunion, les personnes concernées, ainsi que des membres du comité de défense, des militants UDB de la commune et JY Kermarrec de l'APPSB. Gêne des élus — certains élus «de gauche» n'étaient pas beaux à voir. Craignant l'incident, le sénateur Le Jeune, président du Syndicat de l'Aulne, nous invitait tous à la réunion.

Il se défend Edouard Le Jeune ! Originaire du secteur, il passe mieux que la DDE ! Sénateur, il impressionne les élus locaux, toutes tendances confondues, subsides à la clé. Centriste, il est homme du «dialogue» comme du juste milieu... «Paysan», comme il dit, il aurait presque convaincu qu'il saurait défendre les agriculteurs expropriés mieux que personne s'il n'était aussi promoteur du barrage qui doit les chasser...

Que retirer de cette réunion destinée aux conseillers municipaux, dont deux seulement osèrent poser des questions, l'un de Poullaouen, sur les indemnités, l'autre de Scrignac sur l'utilisation de l'eau pour les communes environnantes ? Le dossier paraît bien imprécis. Une seule certitude : Le Syndicat de l'Aulne, qui est un «gros truc», veut de l'eau pour le bassin de Châteaulin, Briec, Crozon, etc...

Deux inconnues

Répondant à nos questions, Edouard Le Jeune dut admettre deux choses. D'abord, concernant le périmètre de protection, si aucune prise directe n'est prévue à l'origine (puisque l'eau ne doit pas servir à la proche région, et d'une !), rien n'est sûr pour l'avenir ; or un tel périmètre, comme à Treogan, étendu aux deux versants serait une menace pour un très grand nombre d'agriculteurs en priorité les communes de Châteaulin-Briec-Crozon etc... (par l'intermédiaire du trust de l'eau CGE

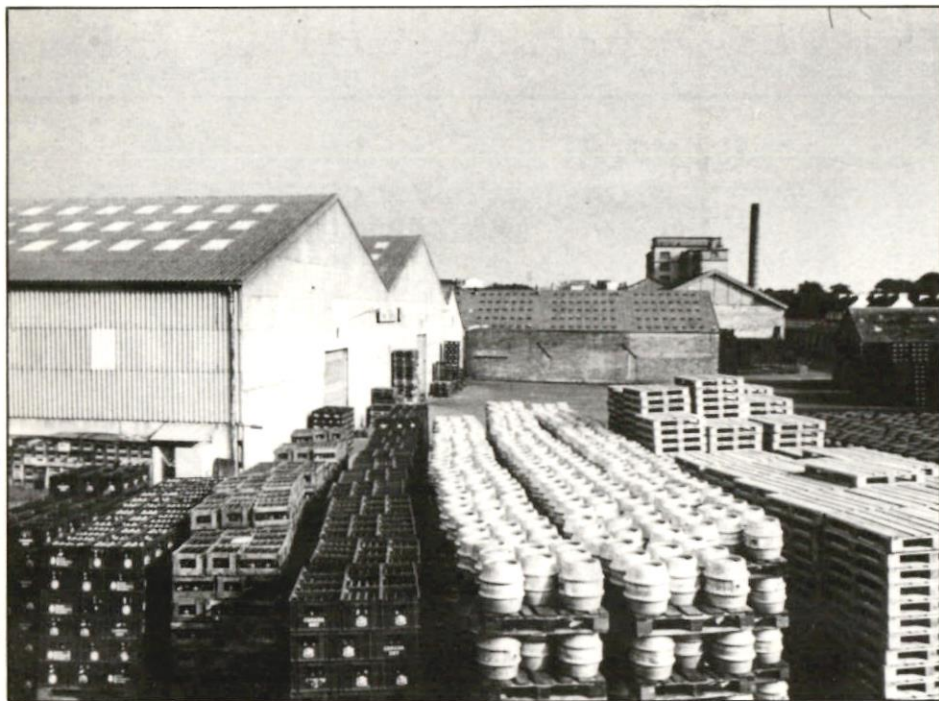
d'ailleurs), il servira aussi à l'industrie (Doux, par exemple) et «il n'est pas exclu» que l'eau serve à Plogoff. Ni E. Le Jeune, ni M. Nouy n'ont pu démentir cette information lâchée par un responsable d'EDF.

Alors ? L'opposition ne viendra pas des élus locaux. A Poullaouen, le maire est un Marcel Dassault aux petits pieds qui, comme les Romains, aime les grands projets... Les socialistes (sont-ils encore au PS) ? naviguent. A Scrignac, la municipalité communiste s'est ralliée bon gré mal gré aux positions rétrogrades et rétro tout court d'Alphonse Penven, conseiller général. Quant à la population, elle est hésitante : les anciens, presque en majorité dans des communes vieillissantes, sont peu combatifs ; les agriculteurs non touchés, marqués par la sécheresse de 76, craignent de manquer d'eau un jour sur leur exploitation ; les commerçants parlent tourisme vert... Seuls les riverains sont déterminés, mais pour «Poullaouen gwenn» ceux de ce côté excentré de la commune, ce sont encore les «bleizi» ou les «chass koad Frew» ! Des petits, des rouges ! Bons pour la casse !

Lemezec n'est pas Plogoff, ni par l'enjeu, ni par la mobilisation. Mais nous sommes résolus à tenir tête et à tenir bon. Edouard Le Jeune a dit en partant, après le banquet, qu'il ferait d'autres réunions, mais «sans l'UDB et l'APPSB»... On verra bien !

F. Favereau.

BREST : LA BRASSERIE EN DANGER



Le Peuple Breton/J. Pellen

La Brasserie de Kérinou

Un schéma bien connu: celui d'une entreprise traditionnelle, bien implantée, solide; un rachat dans les années 70 et l'intégration dans un groupe géant;

La fermeture dans les années 80?

L'histoire de la « Brasserie de Kérinou » à Brest, risque fort de s'intégrer dans un tel scénario.

Les « Bocks Lambé » et les « Bocks Kérinou » sont apparus sur les comptoirs au début de ce siècle, quand la fabrication de la bière était uniquement artisanale et répartie dans deux usines brestoises, et quelques autres aux alentours. L'affaire prend de l'ampleur en 1925, avec la création de la « grande Brasserie de Kérinou ». « GBK est alors non seulement une marque, mais aussi une institution brestoise, prospère, un tantinet paternaliste. C'est une époque qui durera sans trop de heurts pendant quarante-cinq ans, jusqu'en 1970; une époque que les ouvriers actuels, qui ont en majorité plus de vingt ans de présence, ont bien connue. Déjà, en 1966, l'usine brestoise avait été intégrée dans « l'Européenne de Brasserie » dont on connaissait la volonté de réduire le nombre des établissements sur l'hexagone mais qui ne semblait pas spécialement pressée de réaliser ces concentrations.

Tout change avec l'arrivée tonitruante, en 1970, de BSN, qui, après ses démêlés spectaculaires avec St Gobain, se lance dans l'agro-alimentaire: quand on fabrique des emballages, autant contrôler aussi le contenu. C'est en vertu de ce constat que peu paradoxal que la Brasserie de Kérinou se retrouve sous l'aile du géant de verre comme les autres brasseries de l'« Européenne ». Comme également tout ce qui s'appelle Kronenbourg, Champigneulle, ou Gervais-Danone.

Riboud, le patron de BSN, n'est pas un

tendre. Il n'achète pas pour gérer, mais pour restructurer, et, sous son égide, la politique de concentration à l'Européenne reçoit un coup de fouet: Marseille, Arcueil, Toulouse, Béziers, Sochaux et Ivry ont déjà fermé. Il reste treize centres. Le but est de n'en avoir plus que huit. Et de nombreux indices font craindre que le centre de Brest-Kérinou soit parmi les cinq condamnés.

D'abord, l'usine n'a pas été modernisée. Certes, elle reste rentable, largement même, mais sans doute pas dans les proportions dont rêve Riboud. Sa production qui a ignoré les nouvelles méthodes de commercialisation, (packs de verre perdu par exemple), reste axée sur la production en bouteilles consignées. Une telle bouteille faisant en moyenne douze rotations, on conçoit que BSN, dont la vocation première est de vendre du verre, ne soit pas tellement intéressé par cette technique nettement plus économique... « Nous avons l'an dernier commercialisé sur le Finistère 80.000 hectolitres de bière en packs fabriqués ailleurs, nous a dit un employé, et notre production a été de 136.500 hl en 79 contre 221.000 hl en 70 ».

Ensuite, les employés de la Brasserie de Kérinou ont hérité de l'ancienne structure des avantages sociaux non négligeables, des salaires relativement élevés, comparables en tout cas aux meilleurs salaires industriels de Brest, et même un style de protection « à la lilloise » qui fait par exemple que, si un ouvrier vient à mourir, le patronat participe à l'éducation des enfants jusqu'à leur majorité. On ne tient pas tellement, chez BSN, à ce que l'exemple brestois fasse école...

En mars, la menace est devenue plus précise: Labergère, directeur de l'Européenne de Brasserie est venu à Brest, mais n'a donné aucune assurance concernant l'emploi des 88 personnes qui travaillent actuellement à la Brasserie (il y en

avait 120 en 76). Pire, il a même amorcé une politique de débauchage (!), des cadres d'abord, pour démanteler le potentiel technique, puis des ouvriers, à qui on fait des promesses, tantôt séduisantes, tantôt provocatrices, pour qu'ils acceptent de partir. Un délégué de BSN a ainsi fait, pendant un mois, le tour des entreprises brestoises, à la recherche de reclassements possibles. On promet aux ouvriers le maintien de leurs avantages pendant 27 mois.

On propose aussi, individuellement bien sûr, des mutations à Lyon, à Bordeaux... Quand on sait que la plupart des employés ont plus de cinquante ans, qu'ils habitent souvent le quartier même de Kérinou, où plusieurs ont construit en « castors », on mesure ce qu'une telle proposition signifie... Dernière trouvaille, le reclassement dans une usine agro-alimentaire que le trust implanterait à Brest. Même si un représentant de BSN se trouvait à Brest le 23 mai, c'est une création qui demeure, aux yeux des ouvriers, extrêmement brumeuse...

Les ouvriers de la « Brasserie de Kérinou » ont décidé de résister. « Tous ensemble, ou personne », cette phrase d'un de leurs délégués résume leur volonté de résister à la tactique réduction-pourrissement inaugurée au printemps. L'ensemble du personnel, qui a été formé sur place, qui a toujours travaillé sur place, refuse d'être considéré comme des pions que les patrons déplacent à leur gré sur un échiquier. Leur volonté unanime mérite le respect et le soutien.

Claude Cabon et Jean Guéguénat.



IFFIG

- a constaté la maladresse du premier ministre qui a choisi d'abord le même jour, la question du nettoyage des plages et celle des étudiants étrangers exclus des universités françaises.

- Barre a ainsi permis des interférences révélatrices, du style « Les universités seront propres pour l'été » ou « il ne faut pas transformer nos plages en dépotoirs ».

- il a aussi permis de voir que les « mesures préventives » s'étaient trompées de marée noire: elles sont bien plus draconiennes contre celles des étudiants africains que contre celles des pétroliers sous pavillon de complaisance.

- Iffig s'est quand même fortement inquiété de l'arrivée sur la scène politique d'un véritable « racisme d'état », dont le premier ministre, qui en connaît bien le caractère odieux, a décidé néanmoins de se servir pour gagner quelques points aux présidentielles.

LA LONGUE GRÈVE DES ÉBOUEURS DE QUIMPER

Quimper a ses fêtes de Cornouaille, Quimper a sa cathédrale, Quimper a ses faïences, Quimper a ses crêpes et maintenant Quimper a ses Éboueurs. Eh oui! Les Quimpérois se sont aperçus au matin du 10 avril 80 qu'il y avait des travailleurs qui ramassaient à pleines mains leurs déchets. En effet, ce 10 avril, nos déchets, nos détritus jonchaient les trottoirs. Les Éboueurs n'étaient pas passés. Leur longue lutte commençait.

Nous avons rencontré J.Y. Le Meur, leur porte-parole, délégué syndical CFDT.

Le Peuple Breton: « Quelles sont vos conditions de travail chez Grandjouan? »

J.Y. Le Meur: « Il faudrait pour bien faire que je vous rappelle le déroulement d'une journée de travail. Nous nous levons aux environs de 3 h du matin, pour commencer à 3h45, et finir vers 10h du matin. Notre travail consiste à courir derrière une benne 25 kms par jour et à ramasser 1500 poubelles en moyenne ou 4 tonnes. Certaines poubelles pèsent jusqu'à 70 ou 80 kgs. Tout ceci dans des conditions d'insalubrité totale. Nous faisons également une tournée « Verres » les mercredis dans un bruit insoutenable avec des risques de blessures accrus. Cette tournée du mercredi nous impose une double journée de travail le jeudi.

Le P.B.: Que représente la Société Grandjouan et quels sont vos rapports avec les autres agences?

Le Meur: Grandjouan compte actuellement 43 Agences en Bretagne, en France et dans le monde (1 agence à Abidjan, Côte d'Ivoire, et peut-être une nouvelle au Caire). L'entreprise compte actuellement 1200 travailleurs. En Bretagne, les agences sont à Quimper, Lorient, Nantes, Saint Nazaire, Saint Herblain.

Nos rapports avec les autres dépôts? Difficiles, en effet dans pratiquement tous les dépôts, l'embauche se fait au jour le jour. Dans certains agences, le travail n'est qu'un appoint. Dans la région de Nantes, certains petits viticulteurs font ce travail, pour l'appoint. Donc dans ces conditions l'implantation syndicale est quasiment nulle.

L'HISTOIRE D'IFFIG

On la prête — sans doute à tort...
— à l'inévitable Marc Bécam, maire de Quimper:

— Monsieur Le Ministre, que pensez-vous des ordures de Quimper?

— Des ordures, des ordures... comme vous y allez! Pour moi, ce sont des travailleurs comme les autres!

QUIMPER:
LES ÉBOUEURS ONT REPAIS LE
RAMASSAGE DES ORDURES...



Jean-Yves Le Meur (à droite) avec Jacques Huby, de la section U.D.B. de Quimper

Le P.B.: Quels sont vos salaires?

Le Meur: Un éboueur à l'embauche touchait 2.600,00F par mois pour 48 heures de travail par semaine et un chauffeur 3.100,00 F. Avant la grève, nous ne touchions même pas le SMIG.

Le P.B.: Votre mouvement a été dur et long, comment a-t-il commencé?

Le Meur: Le mécontentement des camarades n'est pas venu que des salaires dérisoires et des conditions de travail lamentables, mais aussi un besoin pour nous de faire savoir que nous sommes des travailleurs qui avons notre dignité, que nous ne sommes pas que des ramasseurs d'ordures mais des hommes comme les autres. Nous avons donc réagi et cette réaction a été unanime puisque nous avons été 100% à voter la grève le 10/04/80.

Le P.B.: Quelles étaient vos revendications?

Le Meur: 500,00 F de plus par mois, une prime d'intempérie, la cinquième semaine de congés payés, la suppression de la tournée du samedi soir et l'achat d'une nouvelle benne.

Notre citation culturelle du mois:

"Bécam ouvre toi"

(offert par un syndicaliste quimpérois).

Notre pub porno du mois:

"Quimper, la ville où les Bloubelles gueulent"

(offert par M.B., maire de Q.).

Le P.B.: Comment la direction a-t-elle réagi?

Le Meur: Nous avons très vite compris que le directeur du dépôt de Quimper ne pouvait rien nous donner de plus que ce que nous avions avant la grève. Alors le mouvement s'est durci.

Une seule chose comptait pour nous: faire bouger la direction générale de Nantes. Au début c'était négatif; les contacts avec le directeur du personnel de Nantes n'ont abouti à rien de valable. Il y a bien eu aussi tentative de médiation par l'inspecteur du travail et par les mairies concernées (Combrit - Ile Tudy - Quimper) mais toutes leurs propositions ne faisaient qu'accentuer notre désir de poursuivre notre lutte, tellement leurs avances étaient dérisoires et malhonnêtes. Il y a même le Député Gérard qui s'y est mis en qualifiant notre grève de politique! Il s'est mis l'opinion publique à dos.

Le P.B.: Quelle a été la solidarité envers votre mouvement? Quel a été le soutien de la population?

Le Meur: Il y a eu solution à tous les niveaux. C'est à ce moment que nous avons compris que notre lutte était gagnée car nous étions soutenus. Il y a eu plusieurs communiqués de la CGT, des communaux, des partis politiques et des autres organisations.

Les Quimpérois venaient à la décharge nous apporter leur soutien. Nous avons notre caisse noire alimentée par des collectes, fest-nos, ce qui nous a permis de tenir le coup financièrement.

Le P.B.: Quels sont les résultats de votre lutte?

Le Meur: Etant donné l'importance du conflit, c'est Grandjouan en personne qui s'est déplacé à Quimper pour trouver une solution. Nous avons obtenu 100,00 F de plus par mois, 450,00 F de prime de rattrapage, 50,00 F de prime de déplacement par mois et pas mal d'autres améliorations matérielles.

La reprise du travail a été votée à l'unanimité moins 2 voix le 10/05/80.

Le P.B.: Quelles conclusions tirez-vous de cette grève?

Le Meur: L'ambiance du travail a totalement changé. Nous nous sentons solidaires les uns des autres, et unis face à la direction. Notre lutte commune nous a fait nous connaître. Il y a même des camarades qui ne s'exprimaient pas du tout avant la grève. Maintenant, ils le font et prennent même position. Si d'autres problèmes éclataient dans l'entreprise, nous sommes décidés à remettre ça, tous les camarades suivront.

Notre thème de réflexion du mois:

"Je suis pour les bouches d'égout"

(proposé par Marc Bécarn,
secrétaire d'État aux collectivités
loquaces).

Notre slogan touristique du mois:

*"Quimper
la ploubelle ville
en Cornouée
par les ordures"*

(proposé à Marc Bécarn,
maire de Quimper).

La vérole et la Ste Trinité sur Mer

L'honorable Christian Bonnet faisait part, il n'y a pas si longtemps, à propos d'une intervention en Corse, du très beau débat qu'il organisait entre «l'homme Bonnet», «le chrétien Bonnet» et «le ministre de l'intérieur Bonnet».

Pour l'observateur extérieur, le rôle de Poulidor ou celui de la 3^e roue de la charrette, n'est pas souvent tenu par le ministre de l'intérieur dans cette affaire... Mais enfin, la question principale reste de savoir si le maire de Carnac, jaloux de la commune voisine se prend pour la Sainte Trinité sur mer...

Comment alors expliquer qu'un homme aussi porté sur les subtilités chrétiennes en arrive à mettre sur certaines orientations politiques en milieu étudiant l'étiquette de «vérole politique». Le vocabulaire traduit malheureusement ici la maladie de la pensée. Qui a réussi à destabiliser notre blanc Bonnet? L'ayathollah? Moshe Dayan? Khadafi? Les curés communistes? Le Peuple Breton mène l'enquête. Publique, bien sûr...

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune homme, 26 ans, horticulteur plantes vertes et fleuries. Cherche place stable en Bretagne, expérience professionnelle et références BZH - F - NL - CH - IRL - GB. Écrire à Philippe BONNET, Clarke and Spears LTD, Burnt Common Nurseries, Send Woking, Surrey GU 23 6 HO, Angleterre.

Jeune fille 19 ans 1/2 ayant son B.A.F.A. cherche emploi à l'année dans le secteur de l'animation de préférence dans le Morbihan ou Finistère. S'adresser: Melle Ferré, 13, rue Cubain, 49000 Angers.

Notre slogan du mois:

*"Plogoff, ploubelles, marée noire,
Y'en a Marc
Bécarn"*

(proposé par un anonyme, rue Kéréon,
Quimper).

MEIN-HARZ

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

LE N° 8 EST PARU :

L'AGRICULTURE BRETONNE DEPUIS 15 ANS

Encore disponibles :

N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)	10F
N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)	10F
N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)	10F
N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)	10F
N° 6 Autonomie et socialisme (1)	10F
N° 7 Autonomie et socialisme (2)	10F

Commandes (+1,70F pour envoi) à U.D.B. B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



fête du peuple breton

14 & 15 JUIN

Penfeld
BREST



Quilapayun



Gilles Servat



Pierre Perret



**François
Béranger**

**Amalia
Rodriguez**



samedi

Théâtre Chinois

QUILAPAYUN

Pierre PERRET

Fernand L'ECLAIR - KERGRIST

Gilles SERVAT

Bleizi-Ruz - Sonneurs Vannetais
Kanerien Brasparts

Fest Nos Vraz

dimanche

François BERANGER

Ensemble de Bombardes Kevrenn de Rennes

Gérard DELAHAYE

Bagad Bleimor - teatr pen ar bed

AMALIA RODRIGUEZ

PENDANT 2 JOURS: nombreux stands
artisanat - jeux - restaurant - animation pour enfants

LE PROBLEME BRETON ...

Menaces sur l'emploi dans 3 grands magasins du centre de Brest

La CFDT du commerce de Brest a constaté que l'avenir du Prisunic centre ville était sérieusement menacé, vu le manque de développement commercial s'ajoutant à de nouveaux projets de licenciements: En 78, le Prisunic comptait 60 employés. Actuellement, ne subsistent que 46 salariés, tandis que 3 nouvelles menaces de licenciement planent encore.

Quant aux «Nouvelles Galeries», il s'agit maintenant d'un projet de 14 licenciements. Le but de la direction est d'arriver, par diverses manœuvres à 250 employés, alors qu'en 1978, il en comptait 331.

Il en est de même aux magasins «L'Hénoret» où au total, sont prévus 13 licenciements environ.

La CFDT du commerce de Brest entend tout mettre en œuvre pour éviter suppressions d'emplois et démantèlement progressif des magasins.



Le secteur Diesel et la chaudronnerie menacés aux Chantiers de l'Atlantique

En cinq ans, la restructuration du secteur Diesel, due aux ventes de licences de fabrication à l'étranger et à la suppression de plusieurs centaines d'emplois fait que, sur 5 ans, dans les divers secteurs de la mécanique, le millier d'emplois supprimés a été atteint.

Quant à la chaudronnerie, la perte d'une commande pour l'Algérie a entraîné une mise au chômage technique d'une semaine sur deux pour 300 salariés, avec perte de 25% du salaire, et reconduction du chômage après les congés d'été.

De ce fait, la CGT a nettement l'impression que l'on veut, à terme, supprimer la chaudronnerie de St Nazaire, au moment même où le secteur Diesel est sérieusement atteint.



L'emploi dans le Finistère

Bilan d'activité de l'ANPE dans le Finistère pour 1979: toutes catégories confondues, 39.000 demandes d'emplois ont été enregistrées et 12.000 offres, ce qui par rapport à 1978 traduit une augmentation des demandes de 1,37% et une diminution de 3,4% des offres.

9,6% des demandes d'emploi sont restées insatisfaites de mars 79 à mars 80 alors que la moyenne nationale est de 7,6% et la moyenne régionale de 7,3%.

FINISTÈRE

Quimper:

Coup dur dans l'Imprimerie

Encore un coup dur pour l'économie cornouaillaise. la CÔP (couleur-Ouest-Presses) qui a succédé à l'ex-Imprimerie Cornouaillaise vient de licencier son personnel au moment même de fêter son premier anniversaire. La plupart des employés en sont donc à leur second licenciement en deux ans!

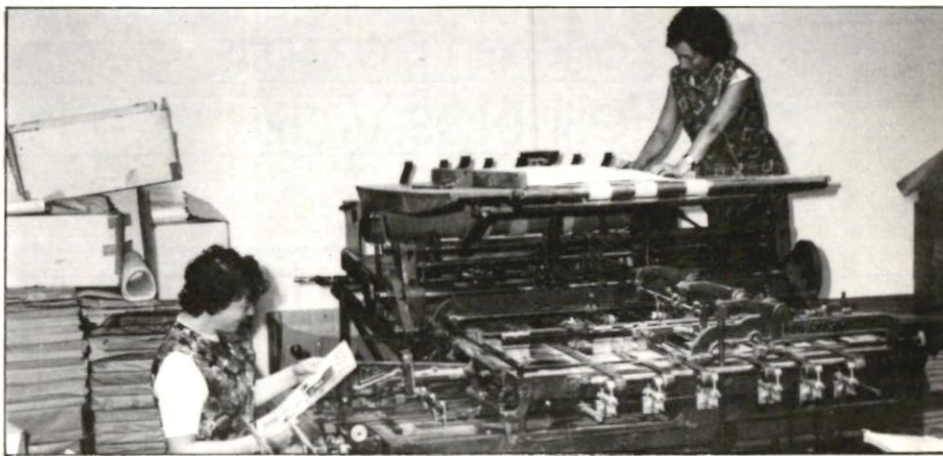
La cause? Une mauvaise affaire de gestion jointe à des traites restées impayées amenée, une fois de plus, la fermeture d'une entreprise. Et pourtant, tout semblait aller pour le mieux. Seulement, le matériel investi s'est avéré «beaucoup trop lourd en fonction des marchés décrochés» (OF du 15-3-80): un carnet de commandes quasiment vide, des commandes passées par téléphone!

Il est bon de rappeler les derniers moments de l'ex-Cornouaillaise — c'est elle qui imprimait notre journal — En fin 1977, elle cesse toute activité et licencie ses 96 employés. Le PDG, Le Guellec, venait pourtant d'acheter une seconde rotative et avait lancé un nouveau journal: «La Tribune de l'Ouest». Les travailleurs décidaient alors l'occupation de l'imprimerie pour sauvegarder l'outil de travail. En février 1978, après de multiples tractations, un protocole d'accord était signé avec le PDG actuel. Ainsi, naissait la C.O. dont l'activité ne deviendra effective qu'en 1979.

A quelle bouée de sauvetage se raccrochait le PDG Le Roux quand, le 6 mars dernier, il déclarait qu'il n'était pas question de dépôt de bilan et que le 7, il l'annonçait aux travailleurs par lettre manuscrite. Le 21 mars suivait la lettre de licenciement. La CÔP avait donc vécu. Nouvelles occupations «on commence à avoir l'habitude», dit-on parmi les travailleurs.

La Société d'impression de Malakoff est actuellement sur les rangs par l'intermédiaire de M. Lopez. Son intention est de repartir dès Juin avec seulement 38 employés. Le personnel réclame la reprise de tous les licenciés et demande aussi le «rapatriement» du matériel monté à Paris où la CÔP avait une filiale.

Les discussions entre les délégués et M. Lopez en sont donc là. Tout ceci «témoigne de la priorité absolue accordée par le patronat à la rentabilité, au détriment de l'emploi, au mépris des conditions de vie et de travail des salariés». (extrait de la motion votée au congrès régional de la F.F.T.L.-Châtelaudren 26-27 avril).



LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes:

256 licenciements à la Société Nantaise de Fonderie

En fin d'année 1977, la Société Nantaise de Fonderie, fabriquant d'hélices et de robinetterie, connaissait ses premières difficultés: dépôt de bilan et mise sous tutelle d'un syndicat, en 1978, 42 des 368 travailleurs de l'entreprise recevaient leur lettre de licenciement et mars 1979 voyait l'effectif tomber à 256 personnes.

Le Tribunal de commerce de Nantes vient de décider l'arrêt de l'exploitation de la Société. Le patronat intéressé par la reprise impose un plan de redressement qui en réalité porte un nouveau coup à l'emploi avec 30 licenciements, le blocage des salaires pour 1980, et la remise en cause des avantages acquis, fruit de vingt années de lutte dans l'entreprise.

DE NANTES A BREST



MOR-BIHAN

Vannes:

La CFDT mobilisée contre la dégradation de l'emploi dans le département

Les délégués CFDT du Morbihan, réunis à Vannes ont dénoncé le démantèlement économique du département et les atteintes incessantes à la protection sociale des travailleurs et des chômeurs.

La liste des entreprises en difficulté ne cesse de s'allonger. Ainsi dans la région vannetaise chez Derèges (D. Hechter), 188 salariés ne feront que 12 heures hebdomadaires pendant 3 semaines. Dans le secteur de la pêche, les marins-pêcheurs de Lorient, Etel et Groix se battent pour obtenir des temps de repos et des congés payés. Le secteur agro-alimentaire propulsé par une politique de rentabilisation à outrance néglige l'emploi pour le profit immédiat, et la généralisation de l'intérim et la sous-qualification sévissent dans le grand commerce.

Mais le secteur bancaire reste le plus révélateur du pillage de l'économie du département par le peu de réinvestissement de l'argent collecté dans la région.

CÔTES-DU-NORD

St Brieuc:

L'usine laitière des chatelets menacée de fermeture

Spécialisés dans la fabrication de fromages, l'usine laitière des chatelets du groupe Coopagri de Landerneau risque de fermer définitivement ses portes après l'annonce faite par la direction au comité d'entreprise d'une soixantaine de licenciements.

Pour la CFDT, ce n'est pas aux salariés de payer les erreurs d'une mauvaise gestion d'autant qu'ils ont abandonné dans les caisses du groupe Coopagri un milliard de centimes en acceptant de ne pas être augmentés de 2,91% en Avril 1978 et en ne récupérant que 1% en mars 1979, ceci pour éviter d'accroître le déficit du groupe qui accuse un trou de 2 milliards de centimes.

A l'image de 1977 où l'entreprise avait été sauvée par l'action syndicale, la CFDT mobilise à nouveau les travailleurs des chatelets pour sauver l'emploi et l'outil de travail.

ILLE-ET-VILAINE

Redon « Ville morte »

Le cri d'alarme d'une ville bretonne

Les syndicats CGT, CFDT et FEN appuyés par les partis politiques de gauche, la FDSEA, les commerçants et les organisations culturelles de Redon, ont fait appel à la population pour manifester contre la dégradation catastrophique de la situation économique et sociale de la ville et de sa région.

Redon compte 2500 chômeurs, soit 18% de sa population active. En un an, les licenciements se sont multipliés: La SNET-Garnier a fermé ses portes entraînant 400 personnes au chômage, la SEMES (bois) et la SRPI (téléphonie) ont licencié de nombreux travailleurs et de nouvelles menaces planent sur l'avenir de la SIPS (sous-traitance automobile).

Un meeting a réuni plus de 2000 personnes parmi lesquelles des représentants de toutes les entreprises redonnaises afin d'organiser la lutte pour le sauvetage du Pays de Redon.

De nouvelles suppressions d'heures dans les lycées et collèges malgré l'augmentation d'effectifs

La section académique du S.N.E.S. constate que 861 heures d'enseignement seront supprimées dans les collèges, alors que les effectifs s'accroîtront de 800 élèves à la prochaine rentrée scolaire en Bretagne. Jusqu'à présent, déjà, tous les enseignements n'étaient pas dispensés.

Le S.N.E.S. Bretagne a rassemblé des milliers de manifestants en avril et annoncé de nouvelles initiatives pour le mois de mai.



52^{ème} congrès des marins CGT à St Nazaire

Trois grands points y ont été retenus:

- le développement de la «complaisance» qui constitue une calamité pour les transports maritimes car elle aboutit à réduire la flotte à un petit noyau de navires sophistiqués et à effectif restreint, quand il faudrait des armements correspondant à tous les secteurs du commerce extérieur.

- le nombre des marins chômeurs qui se situe actuellement autour du millier, malgré leur détermination à défendre leur emploi.

- les 4 milliards d'importations de produits de la mer s'ajoutant au déficit du commerce extérieur, ceci, à cause des positions britanniques et de la commission de Bruxelles faisant une fixation sur les prix de référence alors qu'il faudrait des contrats de vente par espèces, tenant compte de la qualité et de la quantité des apports.



Aman emgleo breiz

Une circulaire récemment diffusée à la presse américaine par l'ambassade française aux États-Unis, fait état de l'aide et de la promotion de l'enseignement de nos langues régionales «d'une grande valeur et d'une grande richesse», au sein de nos écoles.

Cette note stipule qu'en 1976, le président de la République Française se déclarait «extrêmement favorable à la conservation de chacune des cultures françaises, sans exception». La vérité, on le sait en Bretagne, est toute autre...

L'Ambassade de France a beau déclarer qu'un tel enseignement est «disponible du jardin d'enfants à l'université», elle ne précise pas dans quelles proportions, cet enseignement est organisé en Bretagne.



Cent mille participants pour une fête sans âme

Le Peuple Breton/JLF

PLOGOFF : ASTERIX OU ECOLOGIX ?

Les feux sont éteints à Plogoff, les drapeaux pliés et les moutons rentrés. Ces journées de la Pentecôte auront marqué, et c'est heureux pour les habitants du Cap-Sizun, mais à la lumière de certains faits, on peut se demander si ce combat justifié contre une implantation nucléaire imbécile ne risque pas d'être détourné, et retourné contre ceux-là même qui l'ont lancé.

L'événement (et le rassemblement du week-end dernier en est un), c'est la volonté populaire qui l'a créé, mais l'image qu'en gardera l'opinion publique, ce sont les grands moyens d'information qui la forgent. Et la vision des choses qu'ils ont privilégiée est inquiétante pour l'avenir.

Le journaliste détaché de « France-Soir » a assisté à « une kermesse des convaincus » où « le routard prédominait ». Il y a rencontré « un soixante-huitard familial de tous les théâtres d'opération intérieurs ». Son confrère de « Figaro » a préféré poser son regard sur « une jeune fille rousse qui s'est déshabillée en un tour de main et s'est précipitée, nue, dans les flots parmi des dizaines d'autres nudistes ». Le correspondant de « L'Humanité » a repéré dans « ce rassemblement fourre-tout où régnait la

plus grande confusion » des jeunes qui venaient « même de l'étranger ». L'envoyée spéciale du « Monde » n'a rencontré que des « nouveaux contestataires qui n'ont pas le sectarisme des militants ».

La presse parisienne a trouvé son créneau. Ecologix a chassé Astérix.

Effacée la résistance bretonne qui marqua l'enquête d'utilité publique. Effacé ce fulgurant refus du chantage colonial : le nucléaire ou la bougie, la civilisation ou la décadence, le français ou le baragouin.

Effacée la solidarité bretonne qui s'en suivit. Effacée la difficile émergence d'un peuple qui, s'il n'eut jamais la maîtrise de son avenir, veut aujourd'hui forger lui-même son histoire.

Le légitime désir des habitants du Cap de ne pas voir leur combat récupéré par une quelconque église n'aura donc servi qu'à les faire enfermer dans une chapelle, ou pire encore dans une sacristie. Les réticences à accueillir baïe des Trépassés les syndiqués du Joint Français et les interdits jetés sur des partis, comme le P.S.U. et l'U.D.B., qui ont mis toutes leurs forces au service de la population, ne sont-ils pas exploités par ces nouveaux idéologues du passéisme ou ces jeunes politiciens aux dents saines qui souhaitent se sublimer

dans la plus faisandée des compétitions électorales ? L'apolitisme affiché de certains meneurs locaux conduira-t-il Plogoff à servir d'étendard à un candidat écologiste aux présidentielles ?

Voici donc Plogoff récupéré. Plogoff marginalisé. Plogoff normalisé.

Je me réjouis d'avoir vu des dizaines de milliers de jeunes prendre leur pied face à la mer. Je me réjouis d'avoir vu le nucléaire, la technocratie et l'Etat bafoués dans un paysage grandiose. Mais je m'inquiète de voir ainsi Plogoff échapper aux Bretons.

Devrons-nous étouffer les principales composantes de la réalité sociale bretonne pour nous faire accepter d'une hétéroclite communauté anti-nucléaire qui n'apparaît qu'aux beaux jours ? Devrons-nous toujours laisser les autres exploiter notre force de travail, nos matières premières, nos sites et maintenant nos révoltes ?

Au bout de la marginalité, il y a l'échec et le renoncement. Au bout du combat politique contre l'exploitation coloniale de la Bretagne, il y a l'autonomie et le socialisme. Il y a le droit pour les gens de Plogoff de vivre en paix chez eux. Sans centrale nucléaire.

F. KERFRAVAL

Le coup de Plouigneau

Plouigneau: un paradoxe

Des élections municipales ont eu lieu à Plouigneau à la suite de la démission du Conseil. Or, depuis de très nombreuses années, il n'y avait pas eu d'élus conservateurs à la municipalité. Il faut même remonter avant la Seconde Guerre Mondiale pour trouver des conseillers de droite, et à plus d'un siècle pour y voir siéger une majorité réactionnaire!

Dimanche 4 Mai, sans que la proportion des électeurs de droite et de gauche ne se modifie de façon significative (1977: Droite 816 voix, 1980: 863 voix, Gauche 1977: 1213 voix, 1980: 1184), la droite a dans sa totalité pris possession de la Mairie pour les 3 ans à venir. Paradoxe ou amère réalité, Plouigneau, commune à vieille tradition de gauche, un des bastions «rouges» du Trégor finistérien vient, 15 ans après Guerlesquin, de basculer à droite...

Au premier tour, quatre listes en présence.

Une liste «apolitique» qui cache mal derrière son «mieux gérer» une volonté de gérer, mais à droite.

Deux listes se réclament du PS. L'une est menée par l'ancien maire socialiste qui a été acculé à se représenter devant les électeurs à la suite de la démission collective de son conseil devenu ingouvernable, car sans majorité et hostile à son maire pour des raisons où se mêlent questions personnelles, questions d'intérêts et questions politiques. L'autre est l'émanation de la section PS de Plouigneau.

Enfin, la liste dite «d'Union de la Gauche à la base pour une gestion démocratique, sociale et humaine» est menée par le PC.

Au deuxième tour, la droite se maintient. L'ancien maire abandonne le combat, mais au grand étonnement des observateurs extérieurs et des personnes qui voient dans l'union une nécessité pour la victoire de la Gauche, les listes PC et PS se maintiennent face à face.

Au soir du deuxième tour, la liste de droite voit tous ses candidats élus, et le dernier d'entre eux, avec 791 voix devance le premier de la liste PC de 9 voix et le premier score PS de 124 voix. Alors que l'Union aurait permis, sans aucun doute, une nouvelle victoire de la Gauche, mais avec une proportion plus grande d'élus PC que dans la municipalité précédente, conformément à leurs scores du premier tour, la désunion a permis d'offrir à la droite la municipalité de Plouigneau sur un plateau.

Que de questions en suspens

Face à un tel résultat, les électeurs conscients de la nécessité de l'union ne peuvent manquer de se poser un certain nombre de questions, qui, par leur simplicité, leur naïveté, leur brutalité, posent en réalité les véritables problèmes:

- pourquoi n'y a-t-il pas eu accord?
- qui en porte la responsabilité?
- n'a-t-on pas oublié les électeurs de Gauche?

Si on entre dans les détails, il y en a bien d'autres:

Comme le dit le PS:

— est-il vrai que le PC, en choisissant sur sa liste un ancien membre du PS, savait à l'avance que, sans son retrait, tout accord avec les socialistes serait impossible, et sabotait ainsi volontairement l'union?

— est-il vrai qu'en choisissant pour sa liste le titre «d'Union de la Gauche à la base», le PC ait trompé l'électorat et en ait largement bénéficié?

— est-il vrai que la campagne du PC n'ait pas toujours été politique, mais trop ponctuée d'attaques injustifiées ou personnelles?

Comme le dit le PC:

— est-il vrai qu'avant le premier tour, le PS avait déjà par un vote refusé l'union et imposé avant le deuxième tour un préalable inacceptable (le départ d'un colistier PC)?

— est-il vrai que le PS, majoritaire depuis toujours à Plouigneau, a refusé d'accepter la volonté des électeurs qui, dans l'hypothèse d'une liste unique au 2^e tour, aurait donné à la commune un maire communiste?

— au niveau de la région de Morlaix, est-il vrai que le courant rocardien a conforté l'intransigeance des socialistes de Plouigneau dans leur démarche d'isolement?

L'ennemi c'est la droite

Chacun répondra en fonction de son «intime conviction», car trop souvent, les réponses relèvent plus de l'acte de foi que de l'analyse politique. Chacun choisira son responsable, PC ou PS, et aura tendance, prisonnier du cercle vicieux de ses supputations et de ses rancœurs, à oublier que si la Gauche est divisée, la droite est à la Mairie, victorieuse, prête à mettre en place une politique en trompe-l'œil, une politique de camouflage, visant à donner à la population l'image inverse de celle de la Gauche, l'image de sages gestionnaires, l'image d'unité, l'image de gens au service de la population et non au service d'appareils politiques.

Le temps, à Gauche n'est plus aux querelles, même si au plan hexagonal, les états-majors les étalent avec une certaine indécence tactique aux yeux de la population, même si, ce qui est normal, les positions des différents partenaires peuvent diverger de façon quelquefois profonde sur tel ou tel point. Il est plus que temps de réaliser l'union: l'ennemi c'est la droite.

L'exemple de Plouigneau met en évidence la fragilité de la Gauche dans le «bastion rouge» du Trégor finistérien. Il ne

faut pas oublier Guerlesquin, commune voisine à tradition de gauche, conquise il y a 15 ans par la droite et qui lui appartient toujours. Il faut prendre conscience que dans l'électorat, le vote à gauche est souvent plus le résultat d'un sentiment que d'une analyse. (Tanguy Prigent est encore présent!...) qu'en conséquence un phénomène de bascule de l'électorat est possible si la droite réussit dans les 3 années à venir à donner d'elle-même une image d'union, de sérieux, d'ouverture (apolitique bien sûr...).

La position de l'UDB

C'est dans une politique d'union qui est celle de l'UDB depuis bien des années, qui a été reconduite par notre dernier congrès, que nous avons agi pendant ces élections de Plouigneau.

Au premier tour, nous avons demandé aux personnes qui se reconnaissent dans l'UDB de choisir leurs conseillers sur la liste PC ou PS, de faire «le choix de la Gauche», alors que nous aurions pu penser à faire voter PS puisque seul le Parti Socialiste avait souhaité nous rencontrer et avait proposé notre participation à sa liste.

Par contre, au deuxième tour, nous avons considéré avec la même logique que le premier préalable posé par le PS, le retrait de M. Salmier refusé par le PC, n'était pas un motif suffisant de rupture, qu'en conséquence nous appellions à voter pour la liste menée par le PC, la plus à même de battre la droite. Il ne s'agit pas pour l'UDB, à Plouigneau comme à Brest, de choisir le PS ou le PC, de se mettre sous l'ombre tutélaire, paternaliste et intéressée de l'un ou de l'autre, mais de répéter que la victoire de la Gauche en Bretagne n'est possible qu'à travers un accord de toutes les forces de Gauche et que nous agissons et soutiendrons à la base ceux qui veulent l'union et cherchent à la réaliser.

Jean-Michel Guilloux,
Section UDB, Plougonven Plouigneau.

La Fédération du Haut-Vannetais envisage la mise en place d'un car pour la Fête du P.B. à Brest soit le Samedi, soit le Dimanche au départ de Vannes/Plœren et Auray.

S'inscrire rapidement auprès de Guiho Jean-Yves, 8, Allée du Vieux Pré. 56000 Vannes. Tél 63.27.75.

2 numéros à noter

● Union Démocratique Bretonne: (98) 46.18.24

● Radio UDB (24 H. sur 24...): (98) 80.18.47.



J.-C. Labbé/Gamma

LE VIET-NAM A CINQ ANS

Il est impossible de comprendre la situation qui prévaut actuellement au Viet-Nam si l'on n'a pas constamment présentes à l'esprit les quatre données indissociables qui en sont à l'origine: l'héritage américain, l'arrivée au pouvoir du seul parti communiste, une série de catastrophes naturelles et la politique de la Chine à l'égard du Viet-Nam.

En 1975, l'héritage américain était immense et désastreux. Cinq ans plus tard, il le reste. On n'en finirait pas d'aligner des zéros si l'on voulait chiffrer les ravages causés par les Etats-Unis qui ont lâché plus de bombes sur le seul Viet-Nam qu'il n'en avait été largué sur tous les théâtres d'opération de la 2^{ème} guerre mondiale et qui, dans le même temps, ont permis à l'ancien sud Viet-Nam de vivre «au dessus de ses moyens» grâce à une aide annuelle d'environ un milliard de dollars. Les résultats sont connus. «Urbanisation forcée» (selon le terme des stratèges US), villages rasés, forêts défoliées, rizières en friche ou défoncées par les cratères de bombes, et 300.000 tonnes d'engins non explosés qui font encore chaque jour des dizaines de victimes.

Côté social, orphelins, drogués, veuves, infirmes, prostituées, mutilés de guerre, sourds, aveugles, etc. et deux institutions nationales: le vol et la

corruption. Sans oublier deux millions et demi de morts... Bref, un pays cassé à trois niveaux: national, le Viet-Nam fut maintenu coupé en deux zones pendant vingt ans (futur obstacle à la «réunification des cœurs»); local, la structure naturelle de la société, le village, a volé en éclats; familial, cette cellule traditionnelle n'a pas résisté non plus aux bombes et aux dollars.

Sortant des maquis après des années de combats pour s'installer dans des villes qu'ils imaginaient différentes, dérouterés par une victoire «trop rapide», les soldats et les militants du parti n'étaient manifestement pas prêts à gérer la complexité sud vietnamienne. Ils eurent pour cela recours à des méthodes qui avaient fait leurs preuves au nord, en 1954. Confirmant très vite (mais pour quelque temps...) leur réputation de probité, ils s'empressèrent de placer le sud, après le nord, sous l'emprise de la bureaucratie. Par contre rien du bain de sang annoncé, mais une politique de réconciliation nationale y compris en direction des catholiques. Et pour tous les contaminés et surtout les «contaminateurs» de l'idéologie impérialiste: les camps de rééducation. Pour gouverner, ils remplacèrent la logique de la dictature Thiêu par d'autres contraintes rapidement

insupportables aux yeux des anciens titulaires de tous les pouvoirs. Ce «régime de maître collectif du peuple» selon l'expression assez floue définie par le 4^{ème} congrès du parti communiste donnera la priorité au développement agricole, à la production de tissus et à la construction de logements, en prônant notamment la collectivisation des terres et la nationalisation progressive de l'économie du sud. Quant à la réunification voulue d'abord surtout par le nord, elle entre dans les faits en juillet 1976, trop tôt sans doute car la confrontation brusque de deux mentalités «politiques» radicalement opposées engendrera inévitablement malentendus et suspicion. Mais dans le même temps, chaque Vietnamien du nord au sud est sincèrement convaincu qu'il n'y a qu'un seul Viet-Nam...

Par ailleurs, en cinq années, les paysans n'ont pas pu faire une seule récolte normale car une série ininterrompue de catastrophes naturelles s'est abattue depuis 1975 sur le pays. Inondations, sécheresses, typhons ont détruit parfois jusqu'à 20% de la production nationale.

Enfin dernier élément à prendre en compte: la politique de la Chine. En 1975, elle n'est déjà plus unie au Viet-Nam «comme les lèvres et les dents».

Depuis le voyage de Nixon à Pékin en 1972, trop d'indices avaient fait comprendre à Hà-nôï que la reconstruction du Viet-Nam se ferait sans l'aide de la Chine inquiète de la volonté vietnamienne d'indépendance à son égard. La nationalisation du commerce du sud (surtout entre les mains des Chinois) et l'intervention vietnamienne au Cambodge serviront de prétexte à la « leçon donnée » en février 1979 qui verra le nord du pays sauvagement dévasté par l'armée chinoise. La première réaction du Viet-Nam est de supprimer l'autonomie administrative des régions frontalières où vivent les minorités ethniques du nord. Ces régions seront désormais directement placées sous le contrôle du pouvoir central.

Autant d'éléments antagonistes rapprochés dans un laps de temps si court devaient nécessairement conduire à une série de réactions en chaîne et d'« explosions » dont la moindre n'est pas le phénomène des réfugiés. Ce qui les a poussés à partir ? Toutes les mesures prises par le régime communiste plus une sous-alimentation chronique qui pèse encore plus sur les chômeurs dont ils font souvent partie. Qui est parti ? Essentiellement les anciennes classes privilégiées, d'abord parce qu'il fallait payer (cher) un départ clandestin, ensuite parce que, comme l'avouait ingénument un réfugié à la télévision : « Il n'y a plus de place pour nous dans le régime actuel ». Profitons en pour dénoncer un amalgame entretenu par certains « responsables » des réfugiés en France, qui tente à assimiler victimes de la guerre de trente ans (1945-1975) et ceux que l'Amérique nomme les « boat-people ». Rappelons au contraire, que jusqu'en 1975, ces futurs réfugiés qui se gargarisaient avec la lecture de Paris-Match et Jours de France, participaient à des titres divers à la croisade anticommuniste et que, dans leur grande majorité, ils étaient du côté des lanceurs de bombes plutôt qu'avec ceux qui les recevaient. C'est vrai que la situation alimentaire aujourd'hui au Viet-Nam est loin d'être enviable (13 kilos de riz — et le plus souvent de manioc — par mois et par habitant), que des produits courants ici (tissu, papier, médicaments, etc) sont des produits de luxe là-bas et que les prévisions du plan quinquennal (1976-80) sont loin d'être réalisées. Néanmoins ainsi que me le dit un ami récemment rentré du Viet-Nam : « Ceux qui avaient l'habitude de travailler ne partent pas. Dans ma famille ce sont de vrais paysans. Ils s'accrochent à la terre, même maintenant, malgré le système de coopératives ». Car pour réaliser son programme agricole, le gouvernement a misé sur la réussite de deux orientations : la création des nouvelles zones économiques (N.Z.E.) et la collectivisation des terres. Mises en place pour décongestionner les villes et repeupler les campagnes, les N.Z.E. malgré la souplesse en ce domaine et la bonne volonté du gouvernement n'ont pas donné partout les résultats escomptés. Beaucoup n'arrivent pas à « décoller ». Malgré des conditions matérielles non négligeables qui leur sont données au départ, les candidats sont rares. Ceux qui n'ont pas l'esprit



Ho-Chi-Minh-ville

« pionnier » craignent justement les rudes conditions de vie qui seront les leurs dans ces paysages désolés ainsi que le caractère définitif trop souvent donné à ces départs. Peut-être un juste milieu (un service civil ?) entre les « méthodes cambodgiennes » et les tentatives de persuasion vietnamiennes parviendra-t-il à redonner aux campagnes la population et la vitalité qu'elles avaient avant la guerre américaine, conditions indispensables pour que le Viet-Nam atteigne un jour l'autosuffisance alimentaire dont il est encore loin et qu'il estime aujourd'hui à 21 millions de tonnes de céréales. Car paradoxalement, on mangeait mieux dans le Viet-Nam en guerre aidé au nord par la Chine et au sud par les Etats-Unis, que dans le Viet-Nam en paix.

Non seulement le gouvernement n'a pu venir à bout de ce pourquoi il désirait aussi renverser le général Thiệu : les trafics et la corruption, mais comme le reconnaît Mme Ngô-Ba-Thanh, ancienne responsable de la 3^{ème} force : « Quelques cadres, même héroïques pendant la résistance, ont pu céder à la corruption ». En réalité, il y en avait plus que « quelques » puisque les autorités ont institué, initiative remarquable dans un régime communiste, des Commissions d'inspection populaires élues par la population pour contrôler abus de pouvoir, corruption et cette bureaucratie que journalistes, courrier des lecteurs et dessinateurs humoristiques ne se privent pas de critiquer avec talent.

Conscient de l'impasse où le conduisait l'orientation décidée en 1975 pour l'ensemble du Viet-Nam, devant les résultats médiocres du plan et les réticences (voire les résistances) des paysans du sud à la collectivisation des terres, sensible également sans doute aux réactions de l'opinion internationale sur le problème des réfugiés, le comité central du parti a pris en août 1979 des décisions marquant un tournant dans la politique économique suivie jusqu'alors. L'ensemble des mesures annoncées est comparable à la NEP décidée par Lénine en 1921 et confirme que si l'idéologie communiste

vietnamienne reste officiellement orthodoxe, elle sait dans les faits se débarrasser des principes dogmatiques encombrants. La suppression des contrôles policiers à l'entrée des villes, la suppression des cartes d'achat attribuées aux seuls cadres et de leur accès à des magasins réservés, une large autonomie économique accordée aux provinces, etc. sont des mesures populaires qui expliquent sans doute en partie le nombre singulièrement en baisse des réfugiés qui abordent en Malaisie.

C'est pourtant une impression de dogmatisme qui, en Europe a fait perdre aux Vietnamiens nombre de sympathies acquises au cours de la guerre. L'opinion publique mobilisée dans la lutte anti-impérialiste des années soixante avait naturellement trouvé dans le Viet-Nam le symbole de cette lutte. A la fin des années soixante-dix qui ont mis au premier plan la défense des droits de l'homme, cette même opinion n'a pas cette fois trouvé dans le Viet-Nam victorieux de l'impérialisme le garant des droits de l'homme qu'elle espérait logiquement trouver. Sans vouloir justifier l'injustifiable, il faut toutefois préciser que le problème des droits de l'homme dépasse largement le cadre du Viet-Nam pour englober tout le Tiers-monde et que la France comme les Etats-Unis n'ont pas été des défenseurs modèles de ces droits quand il occupaient l'Indochine... Et la nation privilégiée que nous sommes, ne l'est-elle pas précisément parce qu'elle a pillé et continue de piller les peuples néo-colonisés et qu'elle écrase ou participe à l'écrasement de ceux qui veulent se libérer ?

Le Viet-Nam a certes fait preuve d'une grande maladresse à l'égard des réfugiés en n'autorisant que tardivement (juillet 1979) leur départ dans des conditions normales et légales. Des milliers de drames et de morts auraient pu être évités si ces dispositions avaient été prises plus tôt.

Les camps de rééducation existent toujours bien que leur disparition eût été promise pour 1978. Ils concernent encore quelques dizaines de milliers de personnes dont beaucoup sont de véritables criminels de guerre. Officiellement rééduqués, il semble qu'ils soient plutôt rassemblés dans ces camps pour empêcher qu'ils ne constituent un front de résistance organisée. Mais alors, comme le demandent de nombreux militants qui soutiennent encore le Viet-Nam, pourquoi ne pas libérer les innocents et juger régulièrement les criminels de guerre quitte à les condamner à de lourdes peines de prison ?

Entre les candidats à la fuite en mer qui ont échoué dans leur tentative, les fonctionnaires et cadres coupables de corruption, de vol ou d'abus de pouvoir, et les personnes, y compris des religieux, arrêtés sans motif officiel, il est certain également que les prisons ne sont pas vides. Mais combien y a-t-il de prisonniers ? Nul ne peut fournir une réponse sérieuse à cette question. Quant à l'infrastructure policière mise en place avec efficacité pendant la guerre, elle n'a pas été démantelée. La police avec et sans uniforme, la surveillance de groupe ou réciproque, la délation aussi selon certains, visaient à juguler toute tentative de sabotage ou de collaboration avec l'ennemi ? Mais aujourd'hui ? « Ce n'est pas encore la paix » répondent les Vietnamiens en évoquant leur conflit avec la Chine.

Il y a encore le problème du Cambodge sur lequel les opinions nuancées sont rares car les uns ne parlent que de libération du peuple cambodgien du génocide khmer rouge quand les autres ne veulent voir dans cette intervention que le vieux rêve expansionniste vietnamien vers des

terres sous peuplées, et la résurrection de la fameuse « Fédération indochinoise ».

Enfin, outre les réunions politiques régulières et obligatoires qui semblent être leur cauchemar, les réfugiés se plaignent parfois des atteintes à la liberté religieuse. Plus que des atteintes, il faut y voir plutôt les mesquineries de « petits chefs » locaux car, même si l'on exige d'un candidat à l'Université qu'il déclare à quelle religion il appartient, la liberté du culte est officiellement reconnue.

Voilà donc que après avoir été humilié, pillé, agressé, meurtri, traumatisé pendant un siècle, le Viet-Nam fait aujourd'hui figure d'accusé ! Mme Ngô-Ba-Thanh analyse justement la situation actuelle : « Il faut le reconnaître, il y a des erreurs, des privations de libertés... On a fait un transfert de pouvoir à une masse qui, hier encore, vivait sous le joug du colonialisme. Elle pêche par ignorance. Il faut une expérience du pouvoir, un apprentissage. Nous n'avons pas à le

cache, nous sommes encore au stade qui précède la maturité. Nous faisons nos maladies infantiles. Cela explique que les choses soient mal faites, irrationnelles ».

Ainsi, plutôt que d'être traîné au banc des accusés ou, pire encore, d'être ignoré, le Viet-Nam qui n'a droit à aucune aide internationale d'envergure pour sa reconstruction hormis celle (limitée) des pays de l'Est, devrait lui aussi pouvoir bénéficier d'une aide type « Plan Marshall ». Car, sans moyens, il a quand même réussi déjà une vaste campagne d'alphabétisation, remarquée par l'UNESCO, une entreprise de réinsertion des prostituées, de désintoxication des cent mille drogués, la construction du train Hà-Nôi — Saïgon (1670 kms), et, on l'oublie souvent, l'accueil de près de 300.000 Cambodgiens réfugiés au Viet-Nam du temps de la terreur khmère rouge. Le Viet-Nam, s'il n'en a pas les moyens, a la volonté de se reconstruire.

Joël Luguern.

J.-C. Labbé/Gamma



La Honda a remplacé la voiture...

Des Bretons en Algérie

Un groupe de militants syndicaux de la région brestoise vient de participer à un voyage d'étude en Algérie. Parmi eux, des militants de l'Union démocratique Bretonne qui vont témoigner, dans un prochain numéro du Peuple Breton, de ce qu'ils ont vu de l'Algérie nouvelle, en huit jours d'une visite sans temps morts, mais aussi sans complaisance. « Il ne s'agit pas pour nous, de dire que l'Algérie, dix-huit ans après l'indépendance est un modèle de socialisme. Mais ce que nous avons ressenti, entendu, nous ne l'avons jamais trouvé dans la presse bretonne ou hexagonale ». Des expériences, des réussites mais aussi des échecs, en fait le combat difficile et méritoire d'un peuple qui a payé trop longtemps la servitude, l'exploitation et l'oppression des gros propriétaires terriens soutenus par le système colonisateur français de l'époque.

Aujourd'hui, l'Algérie est un gigantesque chantier de construction : usines, villages agricoles, écoles, routes... C'est aussi un « chantier » de gestion socialiste dans les entreprises, les fermes, les coopératives.

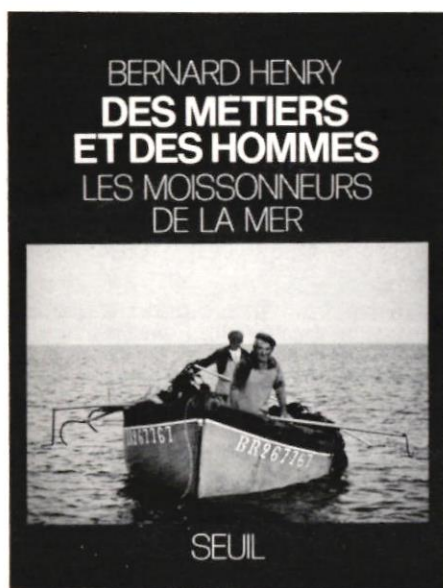
L'hospitalité des habitants, l'absence de haine et de racisme envers les travailleurs français ont particulièrement frappé les syndicalistes brestois, ainsi que le niveau élevé de conscience politique et la connaissance profonde des réalités internationales et de la politique française, leur réalisme face aux difficultés qu'ils pressentent pour l'Algérie de demain, l'Algérie qui devra affirmer son indépendance économique vis-à-vis des pays industrialisés, leur conscience d'apporter leur pierre à la décolonisation de l'Afrique tout entière.

« C'est tout cela que nous nous efforcerons de mieux expliquer, tout en entrant plus à fond dans certaines expériences : la décentralisation des pouvoirs coexistants avec la planification, l'autogestion entrevue à travers l'industrialisation et la gestion socialiste des entreprises, la révolution agraire, la scolarisation, le service militaire, les problèmes politiques et culturels en Kabylie... Nous étions un groupe de travailleurs de plusieurs entreprises brestoises (Saviem,

Maître-tailleur, Crédit Lyonnais, Thomson CSF) dont certains avaient connu l'Algérie de la colonisation et de la guerre qui y a mis un terme. Dans notre visite, nous étions accompagnés d'un représentant de l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) ».

Au cours de leur passage à Sétif, agglomération de population comparable à celle de Brest, des contacts ont été pris avec les représentants locaux et il pourrait bientôt se produire une concrétisation de ces échanges (jumelage, visite des travailleurs algériens à Brest début juin...). C'est à la base qu'on peut régler les malentendus ; il ne faut pas compter pour cela sur un gouvernement obnubilé par l'odeur du pétrole et sa politique de refoulement des immigrés. On a trop souvent entendu (y compris parfois chez les travailleurs...) des propos du genre « ils ne sauront pas se débrouiller tout seuls, ce sont des fainéants » ; « Nous dirons ce que nous avons vu, sans jouer aux doctrinaires. Il faut d'abord informer pour comprendre ».

Les moissonneurs de la mer



Marianne et Bernard Henry
Des métiers et des hommes. Les
moissonneurs de la mer (seuil) (rappel)

LES familles endimanchées qui posent en rang d'oignon devant le photographe aux grandes occasions ont bien tort. Ces palissades de personnages figés dans des vêtements et des attitudes sans rapport avec leur vie quotidienne sont le plus souvent grotesques. En revanche, nul portrait n'est plus beau, parce que nul n'est plus vrai, que celui des hommes au travail. Ce magnifique album en est une nouvelle preuve. L'art consommé du photographe a su restituer avec beaucoup de justesse une profonde vérité humaine. Au point que l'on détecte immédiatement, en feuilletant simplement l'ouvrage, trois ou quatre images qui font un peu moins «vrai» que les autres. Le texte nous apprend que les paludiers qu'elles représentent sont de jeunes citadins venus récemment au métier pour choisir un mode de vie moins artificiel: ils n'ont pas encore eu le temps de s'imprégner totalement des gestes précis façonnés par des générations d'artisans. Et cela, l'image l'exprime bien mieux que tous les discours. Les auteurs eux-mêmes, nous le disent parlant de cet ouvrage et des trois autres qui l'ont précédé dans la collection «Des métiers et des hommes»: «Mais ces livres ont commencé par des images, et le crayon renonce le premier, les mots atteignant très vite leur limite, leur insuffisance ou leur dérision».

Ce livre pourtant, ne vaut pas que par les images, aussi belles soient-elles. Le thème en est un panorama des métiers artisanaux de la mer, sur les côtes de l'hexagone, présentés au travers d'une série de courts chapitres consacrés aux ramasseurs de gravettes et aux goémoniers du Léon, aux pêcheries fixes de la baie du Mont Saint Michel, aux

paludiers de Guérande, aux ostréiculteurs des Charentes, au nacrier de l'île d'Aix, aux pêcheurs d'anguilles et aux coupeurs de roseaux de Camargue, aux pêcheurs côtiers, enfin: caseyeurs d'Houat et de Beg Meil, pêcheurs au trémail et palangriers du Pays Basque. Simple et facile à lire, le texte n'est pas un article d'encyclopédie sur ces divers métiers, et l'on peut penser au premier abord qu'il apprendra assez peu de choses à ceux qui en ont déjà quelque connaissance. Il est pourtant, à y regarder de plus près, fort documenté: légendes et coutumes, perspective historique et économique, nom et usage des outils, tout ceci est abordé, sans jargon ni pédanterie, et avec assez de précision et d'exactitude pour que le texte soit tout ce qu'on voudra, sauf superficiel. Et pour ajouter encore à l'impression d'authenticité que dégage tout le livre, les auteurs nous donnent les noms des gens qu'ils ont rencontrés et la date des moments qu'ils ont partagés avec eux pour préparer leur ouvrage. Et, s'agissant des palangriers basques, celle de leur tragique disparition, dans un court paragraphe plein d'une émotion contenue.

Quelques reproches pourtant. Plusieurs photographies sont présentées à cheval sur deux pages. Cette pratique est fort à la mode depuis quelques années. Elle n'en est pas moins désastreuse: brisant l'unité de l'image, détruisant sa composition, elle rend difficile la transmission de son message. Dans ce livre, l'exemple le plus criant en est la photo des nasses des pages 28-29. Pourquoi faut-il aussi que tout ouvrage sur la pêche, ou presque, contienne des âneries sur les poissons? Ainsi, p. 115, quand il est dit que la «Louvine» (nom du bar au Pays Basque et dans les Landes) «ne diffère que par la taille» du merlu et de la dorade! Malheureuse aussi cette dédicace: «A Jonathan Livingstone Le Goëland et à ses frères qui ne chanteront plus». En premier lieu le livre, puis le film, consacrés à Jonathan Livingstone le Goëland avaient essentiellement pour thème le mythe-fasciste-du surhomme. En second lieu, les goëlands ne chantent pas. Pour blanc qu'ils soient, vus en vol du dessous, ces rats du ciel que la civilisation du bourrier a fait proliférer, sont mal choisis pour symboliser la pureté d'une nature encore intacte avant les marées noires. La bourde avait déjà été commise par Glenmor après le Torrey Canyon. La première fois, ça pouvait passer pour une licence poétique. Ensuite, ça devient un très mauvais cliché.

Mais cette dédicace maladroite n'enlève rien à la justesse de la colère et de l'amertume qui imprègnent les quatre pages de l'introduction, évoquant le désastre de l'Amoco-Cadiz. L'ironie du sort veut aujourd'hui que le livre paraisse au moment de celle du Tanio. Aussi est-il un dernier reproche qu'on ne lui fera

pas: celui d'être passéiste au travers du parti-pris qui consiste à n'évoquer que les métiers artisanaux. Dans les deux dernières pages de leur introduction, les auteurs s'en expliquent bien mieux qu'on ne pourrait le faire ici en quelques lignes. Il ne leur a pas échappé que la destruction du littoral s'effectuait, entre autres, «au bénéfice des grands bandits de la promotion immobilière». Face aux désastres nés de la course effrénée au profit, le contre-pied, en décrivant des activités où l'homme vit en harmonie avec son travail. D'où le choix des métiers artisanaux, tels qu'ils peuvent être aujourd'hui vécus, choix qui n'est en rien tourné vers le passé. Qu'il nous soit permis sur ce point d'extraire, pour conclure, une dernière citation du livre: «Non ce n'est pas forcément après le passé que l'on soupire, c'est peut-être après le futur. Un futur qui s'enfuit loin devant, et que l'homme prétendu moderne, dans sa frénésie, et sa décadence, arrive de moins en moins à rattraper».

J. Le Fèvre.



FESTOÙ-NOS

● Le 7 juin

à Mouzon (07)

fest-noz avec Finn (ex Margifolk), organisé par la MJC de Mouzon.

● Le 21 juin

à St Thurien (29)

fest-nos avec Miniou-Vallegant, les frères Quéré, le bagad de Kemperlé, organisé par Disputerien Bro Duik.

à St Aubin d'Aubigné (35)

fest-nos avec Lenig Doniou, Emmanuel Kerjean, Epinette, Lehart et les sonneurs de la région, organisé par Sonerezh, section musique de l'Aces, club Arlequin.

à Jugon les Lacs (22)

fest-noz avec Avel Nevez, Nono, Malhambre, Dédé Maillet, Lécuyer, Beckere-Féon, Hubert, Epinette, Baron, Conan, Kerbeuf, organisé par «la Pétrelle».

SUR UN AIR DE DOUCEUR ET VIOLENCE...



Marianne
Faithfull

Bob Marley. «Survival» (Island 9123 053. dist. Phonogram).

J'ai fait la connaissance du reggae en 1975, grâce à l'émission de B. Lenoir et P. Blanc-Francart «Bananas» sur France-Inter. A l'époque cette musique ne me renvoyait que des images colonialistes! Allez savoir pourquoi? Depuis, j'ai mis pas mal de temps à assimiler ces rythmes et leur idole Bob Marley. Les idoles ça me gêne. Pourtant «Survival» vient de faire le déclic.

Ce disque, outre la portée politique que lui donne Marley (Unité Africaine) est très intéressant musicalement. Le reggae a évolué et c'est comme cela que je l'aime. Les keyboards d'Aston Barrett et de Tyrone Downie y sont sûrement pour quelque chose. Ce reggae-là vient des tripes, il sert à porter les cris et la parole de tous les Rastas. Un très bon disque pour amateurs ou pour... «découvreurs».

Nina Hagen. «Unbehagen» (C.B.S. 84 159)

Aie! Aie! Aie! Les effets de ma subjectivité vont encore frapper. Le nouveau disque de Nina est une bombe, le genre est sauvage, les propos sont violents, les limites de l'excès sont dépassées! Et pourtant, après avoir reçu ce boulet dans l'estomac, n'y a-t-il d'autres solutions que de vomir toute cette nitroglycérine? Si, il y en a une, celle par exemple de s'attacher à écouter la musique: un son énorme, plein de recherche, métallique, impalpable, souvent violent. C'est du rock allemand et quand il passe par les phantasmes de Nina ça devient carrément ravageur. Je ne me lancerai pas dans une analyse sociologique d'«Unbehagen» mais ici le malaise (unbehagen) atteint, son paroxysme. Nina l'a intégré et le recrache en autant de révolutions qu'elle doit juger nécessaires. Elle porte sûrement en elle le poids d'un mur de Berlin, et des rigueurs de l'Est, alors il fallait bien que ça explose!

Titre à ne pas manquer: «African Reggae».

Fleetwood Mac: «Tusk» (WEA WB 66 088).

On ne peut pas a-priori parler de «nouvelle vague» pour ces musiciens qui ont déjà bien roulé leur bosse. Le disque agrémenté de pochettes somptueuses, est un univers de chaleurs et d'atmosphères feutrées*. — Le Country rock californien par excellence — Les voix des deux chanteuses Steve Nicks surtout et Christine Mc Vie en rajoutent encore pour faire de cet album un petit joyau* — C'est très différent de «Rumours» leur précédent 33 t.

Lene Lovich (Stiff distribué par Barclay 940 825).

Lene Lovich, avec ses tresses immenses, chante un rock entouré de métal, et parfois scandé. Elle a une voix aux mille possibilités, moins dure, même dans son personnage que Nina Hagen — C'est dansant pour ceux qui aiment danser, c'est dynamique pour ceux qui comme moi restent assis et prennent autant de plaisir (A voir sur scène)!

Marianne Faithfull «Broken english» (Island 9123 052 distribué par Phonogram).

Rescapée des années 60, après avoir frôlé la mort de très près et ravalé sûrement beaucoup de rancœur, Marianne enregistre à nouveau et le bleu nuit de la pochette doit bien correspondre à son état d'âme. Elle sort d'un ghetto, pour interpréter avec beaucoup de forces et un son «nouveau» 8 chansons dont on gagnerait à connaître les paroles. Sa voix cassée (par tant de cassures!) renforce toute la sensibilité qui se dégage de ce disque.

Pat Benatar «In the heath of the night» (Chrysalys 6307 682 distribué par Phonogram).

Encore une voix exceptionnelle qui «Dans la chaleur de la nuit» interprète un rock dynamique, bien brossé, épuré. L'archétype de la nouvelle vague qui se distingue aussi par son talent. Ne m'en veuillez pas d'abandonner pour quelque temps le folk, car ce rock-là m'accroche trop l'oreille pour que je puisse résister. Pat Benatar peut tout faire avec sa voix, et chaque morceau est une facette de ses possibilités.

Jo Lemaire + Flouze (Vertigo 9198 448).

De Belgique ne nous arrivent pas heureusement que des plaisanteries stupides. Jo Lemaire et son groupe Flouze viennent de rejoindre la grande confrérie du rock et peuvent en effet être reconnus par elle. Le saxo de Giovanni Bortolin par ses incursions piquantes, aide encore à renforcer la marque de fabrique du groupe. Un clin d'œil comme «Tintarella di Luna» devrait suffire à vous convaincre. Mais pour cela, faut-il encore avoir vraiment envie d'entendre autre chose. Donnez-vous un bon coup de pied...

Pretenders (2 C 070 Real Records 63609 dist. Pathé Marconi).

Je ne prendrai pas pour référence leur hit qui fait un malheur sur les ondes pour vous vanter les qualités de cet album. La voix de Chrissie Hynde n'y est en rien étrangère. Différente encore de toutes celles citées précédemment, sa présence voluptueuse, révèle de grandes qualités. «Jouer avec sa voix» a ici tout son sens — «Private Life» est à lui seul un sommet de sensualité et d'atmosphères.

Le mois prochain: Une sélection de très bons disques bretons et celtiques parus ces mois derniers.

Yann-Fanch Langoët.

SAINT-NAZAIRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER DE 1848 A 1920 OU LA BRETAGNE A AUSSI DES TRADITIONS OUVRIÈRES

S le costume de l'ouvrier breton retient moins l'attention que celui du paysan, à la même époque, on aurait tort de croire que la Bretagne n'a vu s'épanouir, de 1848 à 1920, que des traditions rurales.

En trois générations, la région de Saint-Nazaire a vu au contraire s'établir de solides traditions ouvrières, dont les générations d'aujourd'hui portent plus que des traces.

La démarche, certes, n'est pas celle d'une différenciation infinie. De son bourg natal aux chantiers, l'ouvrier prend un chemin qui le fait ressembler à des millions de frères. Ce n'est plus le châtelain qui est en face, c'est le banquier Pereire ou le Comité des Forges, par sociétés anonymes interposées.

Le monde qui naît est-il pour autant moins riche que celui qui meurt? On se convaincra du contraire en parcourant cette toute récente étude collective de l'Association de Recherches et d'Études du Mouvement Ouvrier de la région Nazairienne. (Aremors).

Pelloutier, Brunellière, Briand, Blanche sont parmi les acteurs les plus connus — à des titres divers — de cette montée puissante de la conscience de classe en Bretagne. Il est passionnant de lire autour d'eux la vie d'un peuple bousculé par l'histoire, jour après jour, et dont nous sommes aussi tellement les filles et les fils.

M.F.

* Saint-Nazaire et le Mouvement ouvrier de 1848 à 1920, édité par l'Aremors, 2^e trim. 1980, environ 38 F.

UNE INITIATIVE BRETONNE : AZIMUT-PHOTOOTHÈQUE

A la fin du mois d'avril a été présentée à la presse et au public, Azimut photothèque dans les locaux de la Maison des métiers de Rennes. De quoi s'agit-il? Pour les 16 photographes professionnels fondateurs, cette photothèque est un outil qui rompt le circuit habituel. Un éditeur, un réalisateur de films, de montages audio-visuels cherchait-il une illustration sur la Bretagne. Il s'adressait le plus souvent à une agence photographique (Magnum, Viva, etc...). Tant pis si l'on retrouvait un peu partout les mêmes photos, fussent-elles signées de très grands noms de la photographie! Pour les rares professionnels bretons, membres de ces agences, difficile de contrôler l'utilisation commerciale en outre des clichés

mis en dépôt! Et puis, si le talent n'a pas de frontière, la présence quotidienne sur le terrain a ses avantages, surtout quand on veut illustrer la réalité sociale, économique ou culturelle de notre pays.

Maintenant, il y aura à Rennes Azimut et ses milliers de documents (clichés couleurs, diapositives). Aux 16 photographes fondateurs (dont Félix Le Garrec, Robert Gernot) pourront s'adjoindre d'autres.

Azimut? Une illustration d'une certaine manière, d'un slogan connu: «Vivre, travailler, décider...».

(*) Azimut, 52 boulevard de la Liberté, 35100 Rennes. Tél (99) 30.31.60.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Festivals

— La sixième quinzaine celtique du Pays Nantais, du 6 au 24 juin. Concerts, animations, veillées, théâtre, chansons, débats.

— La deuxième fête du Pays Bigouden, à Penmarc'h les 4, 5, 6 juillet. Rock, folk, cinéma, sport, animation.

• Concerts

— Gérard Delahaye le 24 mai à la salle des fêtes de Bignan (56), organisation «Quand les vers de terre sortent de leur trou».

• Concours de sonneurs

— Les 21 et 22 juin à St Thuriel, concours de sonneurs (mélodies, marches, danses).

— Les 4, 5, 6 juillet, à Penmarc'h, concours de sonneurs de couple.

• Colloque

— Du 30 juin au 5 juillet 1980, Arts traditionnels et Société contemporaine. Un colloque du Centre Breton d'Arts populaires de Brest, avec Zoltan Kodaly, Salahel Mahdi, Tran Van Khe.

• Kermesse

— Le 15 juin à la Rouxière (44), kermesse de l'Amicale Laïque avec le groupe Cygüe et les chanteurs de St Sébastien.

• Cabaret

— Le 21 juin, à St Sébastien, soirée Cabaret avec les chanteurs de St Sébastien et Claude Besson.

• Chanteurs

— On recherche chanteurs, et groupes pour le 15 août, à Liguell (37). Max Brault, Le Louroux, 37240 Liguell.

• Festivals

— Le deuxième festival de Kervignac, à Kernouss, près de Lorient, le 7 juin avec Castelhemis, Gwernig, Becker, Djiboutjep, Mel. Contreverse, etc...

• Musique

— Galorn le 6 juin, Gilles Thoraval le 13, Schegui le 20 à La Keronezée, Jugon Les Lacs (22).

Pour apprendre le Breton.

• A la campagne, du 31 août au 6 septembre, avec le Centre Culturel de Lannion. Caractéristique: ne coûtera pratiquement rien...

Soazig Grau, Res. La Frégate. 22700 Perros-Guirec. Tél. (96) 23.33.42.

• Pour ceux qui parlent un peu (ou beaucoup), du 14 au 26 juillet, Kamp Etrekeltiek Ar Vrezhonegerien à Scaër. Cours, ateliers, promenades, veillées. Keav, 44, rue Jean Rameau. 29000 Quimper.



20 MORLAIX. — Sortie des Cigarières. — LL.

La Manu

Le temps a passé. Annan travaille depuis longtemps déjà à la Manu. Gaby, l'une de ses filles s'est mariée avec Thomas et a eu une petite fille: Andrée.

Ce passage décrit la vie à la manu juste avant la seconde guerre mondiale. Certes, les vêtements et les habitudes ont changé, mais ces ouvrières de la manufacture de tabac de Morlaix sont toujours présentes: aujourd'hui, ce sont leurs petites filles qui courent à l'appel de la sirène.

Nous écoutions toujours les informations. Le 31 juin 1937, pendant le déjeuner-radio, Paris nous annonça la chute du Ministère de Léon Blum.

— Ça y est, le cabinet est en bas, dit Thomas.

Annan déjeunait chez nous ce jour-là, elle ne comprenait rien à toutes ces histoires, mais la nouvelle devait être d'importance à en juger par les commentaires qu'elle suscitait autour de la table familiale. Aussi, s'empresse-t-elle d'annoncer la chose à sa voisine d'atelier en arrivant au travail:

— Le cabinet est par terre, dit-elle.

— Oh ma doué! fit Soizic, il y avait personne dedans au moins?

En effet, un vieux cabinet branlant menaçait ruine dans une des cours de la Manu et Soizic croyait que c'était celui-là qui s'était écroulé.

Après avoir travaillé à la préparation de la chique, Annan avait travaillé à la confection, des cigares, les roulant prestement sur la cuisse comme cela se faisait alors. Maintenant, son ancienneté lui avait permis d'arriver au «paquetage» et pour avancer son travail, comme elle était au rendement, elle amenait quelquefois le soir des boîtes de cigares à former et à tamponner. Ces soirs-là, elle m'appelait:

— Dédée, tu viens m'aider? Et, toute fière de me rendre utile, je passais ma soirée à mettre des tampons et je disais:

— Quand je serai grande, j'irai à la Manu.

Je tamponnais le maximum de boîtes et j'essayais d'améliorer mon rendement; ma prime était un morceau de chocolat ou un paquet de bonbons.

Une fois par semaine, j'allais avec Mairaine manger des crêpes «chez Colleter» dans la rue de Ploujean. C'était le rendez-vous de toutes les manufacturières.

Petit à petit, je connus toutes les «coteries» d'Annan. Je connus aussi toutes les cigarières qui travaillaient avec elle, sinon de vue du moins de nom, et quand je dis de nom, ça n'est pas très exact car c'était des surnoms qu'on leur donnait et ça faisait des choses aussi amusantes qu'inattendues. A leur prénom, on ajoutait très souvent le lieu où elles habitaient; ceci donnait par exemple «Janik du Roudour», «Soizic Ar Bassine» que j'imaginai toujours se trimbalant avec une bassine dans les bras, alors qu'elle devait ce surnom

au seul fait d'habiter au Bassin, «Soizic an Dourduff» parce qu'elle habitait au Dourduff. Il y avait aussi «Marie-Jeanne sans corset» car, au début d'une grossesse qu'elle s'évertuait à dissimuler pudiquement dans les plis de ses longs jupons, ses voisins d'atelier lui disaient:

— Tu engrais Marie Jeanne!

— On non! c'est parce que j'ai pas mis mon corset.

Il n'en fallut pas plus pour être baptisée à vie.

Il y avait aussi «Marie, j'ai des mains» qui était toujours satisfaite de son travail et Redic, petite bonne femme haute comme trois pommes. Comme il y avait beaucoup de Soizic, de Marie et d'Anna; Annan, quand elle parlait de ses voisines d'atelier, disait «Soizic de mon panier» ou «Marie Jeanne de mon panier» car elles puisaient à quatre dans le même panier le tabac qu'elles travaillaient ensuite chacune pour son propre compte.

La sirène de la Manu sonnait régulièrement dix minutes avant chaque entrée ou chaque sortie, cela pour appeler les ouvriers et les ouvrières au travail. Mais l'ensemble de la ville se basait sur cette sirène pour aller au travail et si certaines personnes bougonnaient après cet appel qui les réveillait à la pointe du jour, bon nombre de personnes se trouvaient absolument perturbées si la sirène avait par hasard une défaillance technique.

Le jeudi matin quand on jouait dans la rue, on perdait plus ou moins la notion de l'heure; aussi, quand la sirène sonnait à 11 h 20, c'était la panique, chez les filles des manufacturières, l'une courait mettre le couvert, l'autre les pommes de terre sur le feu. Moi, je n'avais pas ces problèmes puisque Marguerite était là pour nous mijoter de bons petits plats.

La sirène à 1 h 20 faisait s'ébranler Annan, jamais en retard, mais à 1 h 25, 1 h 26 c'était la dégringolade des retardataires, toujours les mêmes d'ailleurs; elles dévalaient la rue de Ploujean et la Grande Venelle comme des bolides. La dernière c'était toujours la mère Ronvel qui, touken au vent, sabots claques à la main, courait, courait tout du long, sur ses chaussons, sans jamais avoir raté la porte d'ailleurs.

Mais la sirène du matin à 6 h 20 était tout de même la plus diabolique, elle obligeait ces braves femmes à se lever très tôt. En

hiver, la plupart devaient allumer du feu pour se chauffer un peu de café. Le quai de Léon, à cette heure matinale, était le théâtre de situations invraisemblables. Annan avait adopté, depuis son entrée à la Manu, la tenue des gens de la ville. Elle avait seulement gardé la coiffe qu'elle portait le dimanche et les jours de fête. Mais il y avait des recrutements plus anciens, antérieurs à la guerre 14-18 qui groupaient de vieilles morlaisiennes qui avaient gardé «la queue de homard» et la longue jupe. Quand ces dames étaient en retard, elles enfilaient seulement le premier jupon et, jupe sous le bras, elles couraient le long des quais pour s'engouffrer sous le porche avant que la porte ne se ferme, mais quand l'horloge marquait 6 h 28 ou 6 h 29, elles allaient dans les wagons de marchandises qui longeaient le bassin face au porche et là, elles enfilaient le complément de leur toilette, s'arrangeaient un peu et passaient la porte à 6 h 30 sonnant, l'air digne, donnant à croire qu'elles avaient parfaitement calculé leur coup.

Les ouvrières qui habitaient loin avaient parfois du mal à arriver à l'heure, en ce cas elles rentraient un heure plus tard. C'est ainsi qu'un jour «Soizic an Dourduff» n'étant pas arrivée, «Soizic de son panier» se dit qu'il valait mieux la mettre en permission. Mais on avait justement doté leur atelier d'un jeune chef qui n'inspirait pas confiance à notre vieille cigarière.

— Celui-ci ne doit pas connaître le breton, se dit-elle.

Aussi elle prépara bien à l'avance sa phrase en français, elle traduisit même «Dourduff» qui en français veut dire «eau noire» ou «mer noire» sans doute puisque, situé à l'entrée de la rade de Morlaix, ce charmant petit port découvre à marée basse un fond vaseux et noir. Quand le chef passa pour le pointage, Soizic lui dit donc:

— Il faudra mettre «Soizic an Dourduff» en permission pour une heure, monsieur, elle vient tous les jours à pied de la Mer Noire et c'est loin vous savez!

— En effet, lui dit le chef, si elle vient à pied de la Mer Noire, elle n'est pas près d'être là. Et il s'en alla en souriant, laissant perplexes ses ouvrières.

Les mères de famille aussi peinaient beaucoup pour arriver à l'heure. Une crèche avait été ouverte quai de Tréguier, aussi certaines d'entre elles préparaient leurs petits et les déposaient à la crèche avant de se rendre au travail. L'une d'elles, toujours bonne dernière et toujours agitée, descendait un matin la rue des Vignes en courant avec son landau. Elle poussait sa petite voiture d'une main et tenait l'ainé de ses fils de l'autre. Comme elle n'avait pas trois mains, elle avait mis ses sabots dans le filet du landau et elle courait en chaussons à toute allure. Le petit disait:

— Maman, Bébert...

— Tais-toi! J'ai pas le temps.

— Maman, Bébert...

— Tais-toi! Ou tu vas avoir une gifle.

Le gamin ne pipa plus un mot et ils arrivèrent ainsi à la crèche. Quand elle ouvrit le landau, il était vide; elle avait oublié le bébé tout préparé sur le lit.

— Tu ne pouvais pas me dire? dit-elle au petit qui avait, en vain, essayé d'éclairer sa lanterne.

(à suivre)



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Dans le feu de l'interview

... Toujours à propos du numéro 193, et au sujet du breton je dois faire une mise au point à la suite de l'interview de Gilles Servat par Y.F. Langoët. Qu'est-ce qui lui a «pris au derrière» à Servat, que nous connaissons bien ici? Ce sont sans doute des réponses faites dans la rapidité d'une interview. Point par point:

L'école de Nantes est une école «de luxe»... Ce serait bien si c'était le cas. Nous la montons de notre mieux, petit à petit; elle n'est pas complètement démunie, mais les projets dépassent de loin les réalisations pour l'instant. «Un luxe» aurait-il plutôt voulu dire? «... on aurait pu ouvrir une école en Bretagne bretonnante». Les Bretons, et particulièrement les Bretons conscients qui veulent prendre leurs affaires en main, sont là où ils sont. C'est vrai que nous possédons historiquement un territoire. Toutefois, je ne vois pas pourquoi des Bretons ne créeraient pas une école Diwan à Nantes, à Nancy, ou même à Montréal, là où ils sont à gagner leur croûte. Il y a bien un élu UDB en région parisienne n'est-ce pas?

«... dépense de prestige car on veut affirmer que Nantes est en Bretagne. D'une part ce serait maladroit de notre part car Nantes est en Pays Gallo. D'autre part nous n'affirmons rien: nous passons complètement inaperçus dans une agglomération de 500.000 habitants; les autorités locales peuvent nous ignorer sans aucune gêne et sans doute croit-on facilement dans les ascenseurs de l'immeuble où se trouve l'école, que nous nous exprimons en un dialecte portugais quelconque, car à notre aspect physique nous ne sommes manifestement pas arabes. Non, l'école de Nantes a été créée, comme ailleurs, parce qu'un groupe de parents ont concrétisé leur volonté d'apprendre le breton à leurs enfants.

Alors, «ça ne sert à rien que les enfants apprennent le breton si leurs parents ne le parlent pas»? C'est résoudre facilement la question.

Il en a de la chance celui qui possède des réponses certaines quand à la manière dont nous devons nous y prendre pour nous rebretonner! C'est certain «que c'est important que les grands parents entendent leurs petits enfants parler Breton» en zone bretonnante. Important pour notre libération sociale, important pour nous appuyer sur ce qui nous reste encore — Je n'aime pourtant pas m'attarder sur ce genre d'images. C'était peut-être attendrissant l'une des toutes premières photos de Diwan, à Lampaul, un gamin devisant avec une grand mère par dessus le mur de l'école, mais je crois entendre immédiatement: «Il parle breton? Oh, comme c'est mignon!»... Labour.

Marcel Gorge, Nantes.

Un encouragement pour beaucoup

Un vent breton a soufflé jusqu'en Allemagne. Cela fait plaisir.

Avant, on aurait pu entendre ce genre de dialogue:

- La Bretagne, tu connais?
- Un peu, la côte... et la pollution
- Et la culture bretonne?
- Un peu, Alan Stivell.
- Et le Peuple Breton?
- Des Français un peu différents des autres
- Et les luttes du peuple breton?
- Oui, il y a des clandestins et des jeunes qui manifestent parfois
- Et quoi encore?
- Il y a la mer.

Après Plogoff et le Tanio

- La Bretagne, tu connais?

— Ah oui! On parle maintenant de la Bretagne même à la télévision. Malheureusement pour annoncer des catastrophes. Mais c'est presque incroyable avec quelle volenté les gens de là-bas peuvent résister à la puissante technocratie et à la police. Plus surprenant encore l'union des générations dans leur lutte à Plogoff. On ne voit pas cette union ici! Cette lutte est un encouragement pour beaucoup...

Si vous voyez des Allemands et d'autres étrangers vers Plogoff cet été, dites-vous qu'ils sont à la recherche d'un vent de Bretagne et ne croyez pas le préfet qui dira peut-être qu'il y a complot de l'extérieur.

M.C., Allemagne.

Et la prochaine tombola?

Ne prends pas cette lettre pour toi, UDB, je ne te connais pas encore assez bien (...)

Je te salue pays, pays chéri de mes pères, je te salue et je te botte le cul. Avec violence et véhémence.

«Contente-toi de vivre au pays, contente-toi de manger au pays, de dormir et de baiser au pays, mais surtout ne me parle pas de révolte; accepte tout et sois béni, alléluia! Accepte! Tu es au pays oui ou merde? Accepte! Tu n'es plus à Paris? Accepte!...»

Non! Je dis non. Je n'accepte pas. Je suis dégoûté de vos manières messieurs des mouvements bretons. Je n'attendais pas ça de vous. Je vais vous remuer le cul, messieurs de la patrie, messieurs du pays natal folklorisé, je vais vous le remuer votre cul rempli de merde celtique. Je ne sais pas encore comment, je ne sais pas encore quand, mais ça va remuer sous les ramures

du Gwenn ha Du. Avez-vous oublié que celle, humaine et fraternel étaient synonymes? Vous avez tout oublié des anciennes souffrances et des anciennes joies...

Alors, je fais comme le peuple que vous ignorez, comme le peuple que vous laissez crever, je bois, messieurs de la celtisation parisienne, je bois pour oublier vos jacasseries et vos palabres, vos discours stériles. Êtes-vous allé parfois vous mêler aux ouvriers, ceux que l'on humilie, que l'on suce jusqu'à la moëlle des os? Non, vous allez vous vautrer dans les crêperies à touristes et vous n'êtes pas les derniers à étaler votre graisse sur les plages de Bretagne. Vous organisez des festou-noz? Oui, je sais, mais vos festou-noz n'ont lieu que l'été, quand les touristes arrivent, le porte-monnaie dans la poche-révolter. Si vous alliez vivre quelque temps à Paris la meurtrière, peut-être comprendriez-vous mieux le sens du pays natal... Allez-y, culs bénis de la révolte culturelle, allez-y, remuez-vous le derrière, organisez vos tombolas, vos festou-noz à 10 balles l'entrée, vendez vos auto-collants, vos magazines, vos disques!...

Je suis en colère, je suis révolté, il n'y a aucun secours à attendre de vous. On est Breton, on arrive de Paris après plusieurs années d'exil, on a hâte, on a envie de se jeter dans le tourbillon des manifestes et des écrits de la pensée bretonne. Mais pour vivre, il faut un appartement, ou une petite maison pour y mettre sa femme et son enfant. Alors, on frappe à toutes les portes, à toutes les associations bretonnantes car on pense qu'il n'y a qu'elles à pouvoir comprendre le problème et aider efficacement. Mais non, les portes se ferment les unes après les autres. Ils n'ont pas que ça à faire. Et la prochaine tombola, vous y pensez?

Alors on se retrouve tout seul, et comme on est un peu poète sur les bords, on se défoule avec un stylo et une feuille de papier. Et comme on veut que l'on sache ce qui se passe dans certains milieux bretonnants on envoie tout ça au PB en espérant que, peut-être, lui au moins, fera un effort pour publier ce témoignage, à moins que chez lui aussi, et malheureusement, tout soit pourri jusqu'aux rotatives.

Fabrice Le Saouter, Auray.

National?

Effectuant mon service (national?) jusqu'à fin-mai, je ne puis me réabonner pour l'instant. Étant communiste, mon analyse diverge parfois, mais l'UDB est pour moi le seul mouvement qui réussisse à concilier le nationalisme et la lutte des classes. En espérant pouvoir me réabonner dès que possible...

Yann Vari.



Contre les référendums

Le référendum devrait représenter la forme la plus accomplie de la démocratie... à condition qu'on soit assuré que les gens qui vont voter ont reçu (et assimilé!) les enseignements nécessaires pour ne pas voter à l'aveuglette.

Aussi suis-je pleinement d'accord avec Monsieur Alain Lepage (44 - Bouée) dans son refus d'un référendum sur le nucléaire car, même des choses simples, mais gênantes, sont laissées dans l'ombre par ceux qui «savent» et on ne peut demander à tout un chacun de rebâtir pour lui-même la physique nucléaire et la biologie qui en découle.

En outre, on sait qu'en France un référendum tourne immédiatement au plébiscite. Il me semble que nous en avons de nombreux exemples...

Pour la même raison je m'élèverais violemment contre tout référendum destiné à demander actuellement aux Bretons de décider d'un statut pour la Bretagne. Quand on voit l'ignorance des Bretons sur la vraie situation de leur pays, leur ignorance de leur Histoire (ce n'est pas leur faute), on voit très bien où conduirait un tel référendum orienté par des Guemur et des Becam...

Là où je ne suis plus Monsieur Lepage c'est quand il dit: «Ceux qui veulent une Centrale, qu'on la leur foute, mais chez eux!»

Une Centrale Nucléaire, qui représente toujours un danger, ne représente pas seulement un danger ponctuel. Même une Centrale en bon état de marche relâche des éléments radioactifs qui s'en vont se balader dans la nature: une Centrale contamine plus ou moins son environnement et cela s'arrête où l'environnement?

Bien entendu, de bonnes âmes vous diront que les rejets sont réglementés et restent toujours à des doses inférieures aux doses dangereuses. C'est faux. Car toute dose de radioactivité est nuisible aux organismes vivants (...).

Le Gall, Plouguerneau.

Le CELIB ne veut pas être à la droite

Le rapport politique du Bureau Politique de l'U.D.B. dont vous avez publié des extraits dans le dernier numéro du Peuple Breton que je reçois ce matin, évoque à un moment le C.E.L.I.B. Je lis dans le P.B. en page 23: «Ces contradictions peuvent conduire au retour à un «C.E.L.I.B. new-look» (c'est-à-dire des tentatives de collaboration de classes débouchant sur un régionalisme de droite...)»

J'espère bien qu'il n'en sera rien. Le Comité Directeur du C.E.L.I.B. actuel n'entend être inféodé ni à la droite ni à la gauche. Sans prétendre à un «apolitisme» qui est toujours en fait complicité avec le pouvoir en place et sans méconnaître la dimension politique de tous les problèmes économiques, sociaux et culturels, le C.E.L.I.B. de 1980 veut être un lieu de rencontre, de réflexion et d'action ouvert à tous les responsables bretons qui veulent réellement travailler pour la Bretagne et pour ses habitants.

Le C.E.L.I.B. de 1980 ne parle pas d'«union sacrée» et ne sous-estime pas l'importance des divergences idéologiques et des oppositions d'intérêts qui existent au sein de la société bretonne, mais il est persuadé que les Bretons peuvent se trouver unis sur un certain nombre de problèmes graves, sans aliéner pour autant leur liberté et chercher à camoufler les oppositions profondes qui peuvent par ailleurs les séparer. C'est le cas des problèmes de désenclavement, des problèmes de politique maritime, des problèmes de développement des ressources énergétiques propres à la Bretagne, de la défense de la langue et de la culture bretonnes, etc... Je ne pense pas que l'on puisse parler de «collaboration de classes, débouchant sur un régionalisme de droite», si les données de l'action sont ainsi clairement posées au départ.

Cela dit, il est bien clair qu'un organisme comme le C.E.L.I.B. et un parti politique comme l'U.D.B. ne peuvent avoir ni le même langage, ni les mêmes buts, ni les mêmes méthodes, et il est tout à fait normal que vous portiez un regard critique (au bon sens de ce mot) en permanence sur l'action du C.E.L.I.B., comme l'ensemble des organisations politiques. La position du C.E.L.I.B. à la croisée des nombreuses oppositions et contradictions qui sont celles de la Bretagne de 1980, n'est certainement pas une position confortable et facile. Nous croyons cependant que son action peut être utile à la Bretagne et à ses habitants et c'est en tous cas la seule ambition qui anime ceux qui y travaillent aujourd'hui.

Bernard Le Nail.

Cariou habilleur
Hommes - Dames - Enfants
*
27 et 29, rue Kéréon
KEMPER

Le Pichon
BRULERIE DU LEON
88, rue Jean-Jaurès - BREST - Tél. 44.34.96
NOS SPECIALITES DE CAFES FINS

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN
29200 BREST - Tél. 02.00.33

PEINTURE - PAPIERS PEINTS - TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT D'INTERIEURS - MOQUETTE

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

CRÊPERIE marc'h-mor



**SNACK-
RAPIDE**

port de commerce
4 rue blaveau brest
☎ 80 06 28

MARI DETENTE.

Sportif, viril, légèrement désinvolte et toujours de bonne humeur ? Pour être encore plus séduisant. C'est un blouson qu'il vous faut. Travail ou week-end, il se porte partout. Élégant avec une cravate ou un foulard. Plus "fantaisie" avec une chemise écossaise !

Bien coupés. Bien finis. Nos blousons sont faits pour bouger. Mari détente, un malin plaisir. Le plaisir de la qualité.



389F

235F

la cordelière
LANNION - MORLAIX

LE PLAISIR DE LA QUALITÉ.

Armor.lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

CHEZ PAUL
BAR-RESTAURANT



52, Avenue de la Libération
29000 QUIMPER
Tél. 90.04.31

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63

CIDRE PEN AR STEIR

Véritable cidre naturel

J. LE GREVELLEC
Producteur

Tél. (98)96.63.03 à Doëlan
71.57.76
29121 CLOHARS-CARNOËT

BLANDEAU-BAILLY



OPTICIEN
DIPLÔMÉ

114 bis, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. (98)44.12.63



BAR
LE TRISKELL

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

Un léger
décalage...

NOUS sommes donc allés à Plogoff. Sans réticences et avec enthousiasme. Avec la nette impression que le combat, pour une fois, peut être victorieux... Avec Plogoff, la Bretagne de 1980 s'est trouvée un symbole pour un combat qui dépasse largement le cadre du Cap Sizun, et même de la Cornouaille...

Nous avons déjà longuement expliqué, dans ce journal, les raisons de notre opposition résolue à la « centrale coloniale » ; nous avons, depuis le début, suffisamment dénoncé l'utilisation de la Bretagne comme réserve d'énergie pour les régions développées de l'Europe après qu'elle ait joué le rôle de réservoir de main-d'œuvre, pour pouvoir parler de Plogoff sans complaisance et pour avoir le droit de poser quelques questions.

Et pour percevoir comme un léger décalage... Cent mille personnes ont manifesté à Plogoff le 25 mai, mais combien quand Yvon Bourges est venu, ce même mois, assister aux débuts du cinquième sous-marin nucléaire français ? Y aurait-il donc un bon nucléaire et un mauvais et comment se fait-il que la proposition qu'on trouvait gênée dans les années cinquante, la fameuse « utilisation pacifique de l'atome » se soit dans certains milieux, totalement inversée ? Que l'on raisonne en termes de risques, que l'on discute d'un choix de société, rien ne permet de négliger la lutte contre le nucléaire militaire. La cible atomique de choix que constitue l'Île-Longue n'a rien à envier, sur le plan de la sécurité des populations à une centrale de 5200 mégawatts, pas plus que la santé des marins qui passent plusieurs mois par an à proximité du réacteur nucléaire des sous-marins, ou que les travailleurs du bassin 10 de l'arsenal — civils eux — qui procèdent à leurs révisions... Et peut-on, quand on évoque les risques de centralisation, de contrôle policier d'une société recourant à l'énergie nucléaire, refuser la critique d'un équilibre mondial fondé sur la terreur ? Pourquoi donc ce refus vibrant de Plogoff et cette acceptation résignée du « Tonnant » ? Une réponse s'impose : parce que c'est plus facile. Parce que l'État peut tolérer dans le Cap ce qu'il n'accepterait jamais à l'Île Longue. Participer à une bataille ne doit pas empêcher la lucidité : dans la lutte contre l'utilisation coloniale de la Bretagne, le pouvoir est, actuellement encore, maître du terrain : il a choisi celui sur lequel il peut reculer.

Décalage aussi en matière sociale, et autre symbole inversé : le « Joint Français ». Le conflit actuel a, incontestablement, des motivations aussi mobilisatrices qu'en 1972. Le patronat, qui licencie dès le premier jour, non seulement les délégués syndicaux mais aussi leurs épouses, n'entend pas renoncer à ses privilèges exorbitants et à la raison essentielle de sa venue en Bretagne, la surexploitation des travailleurs. Pourtant, si la solidarité envers les travailleurs du « Joint » se manifeste, elle est loin d'avoir l'ampleur, et surtout la signification bretonne qui fut la sienne en 1972...

En 1980, on mobilise bien plus facilement pour d'autres causes que la défense de l'emploi. Nous ne disons pas que ces causes sont secondaires ou marginales, mais constatons tout de même que le pouvoir en profite pour ne pas bouger d'un pouce, sur ses orientations fondamentales : politique du chômage, de démantèlement



Manifestation de soutien au Joint Français.

du secteur public, de ruine de l'économie des régions périphériques, de restructuration industrielle, de concentrations en agriculture, de remise en cause des conquêtes sociales et d'austérité en matière scolaire.

Vouloir, comme on le fait dans certains milieux, isoler la lutte contre l'implantation de la centrale à Plogoff de son contexte politique est donc une erreur. Tomber, ici aussi, dans le piège de l'apolitisme, c'est donc tomber dans le piège du pouvoir, lui permettre de choisir son terrain. Ce choix de l'apolitisme n'est pas toujours innocent et fortuit. La critique de la politique, telle qu'elle se développe actuellement dans les médias, a une fonction extrêmement précise : permettre la mise en œuvre d'une autre « politique », qui n'ose pas dire son nom, celle de la droite.

Nous savons qu'à tenir ces propos, nous ne nous faisons pas que des amis. Nous savons que, parmi les défenseurs de Plogoff, il en est qui refusent une vision plus globale, véritablement politique, du rôle du nucléaire. Nous savons qu'il en est qui acceptent cette bannière aiguillonnant le pouvoir, à condition qu'il n'y ait pas de mise à mort... Certains courants « écologistes » n'échappent pas à cette déviation. A la fois totalitaristes et réducteurs, ils prétendent limiter la lutte engagée à son seul aspect antinucléaire, et, parallèlement, leurs candidats potentiels à la présidence décrivent « les aspirations régionales » comme une simple composante de l'écologie... Encore un retournement qui n'est manifestement pas pour déplaire à Giscard...

Gagner à Plogoff est important, et parfaitement possible. Mais ce n'est pas décisif. Il y a beaucoup d'autres terrains de lutte en Bretagne, et ailleurs, qu'il ne s'agit pas d'abandonner. C'est en créant dix, cent « Plogoff » qu'on pourra faire reculer le pouvoir, qu'on pourra faire avancer la cause de l'autonomie socialiste pour notre peuple...

UDB